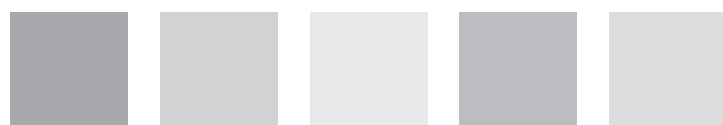


RAPPORT FINANCIER  
ANNUEL 2012



**GROUPE INSTALLUX**

# GROUPE INSTALLUX

---

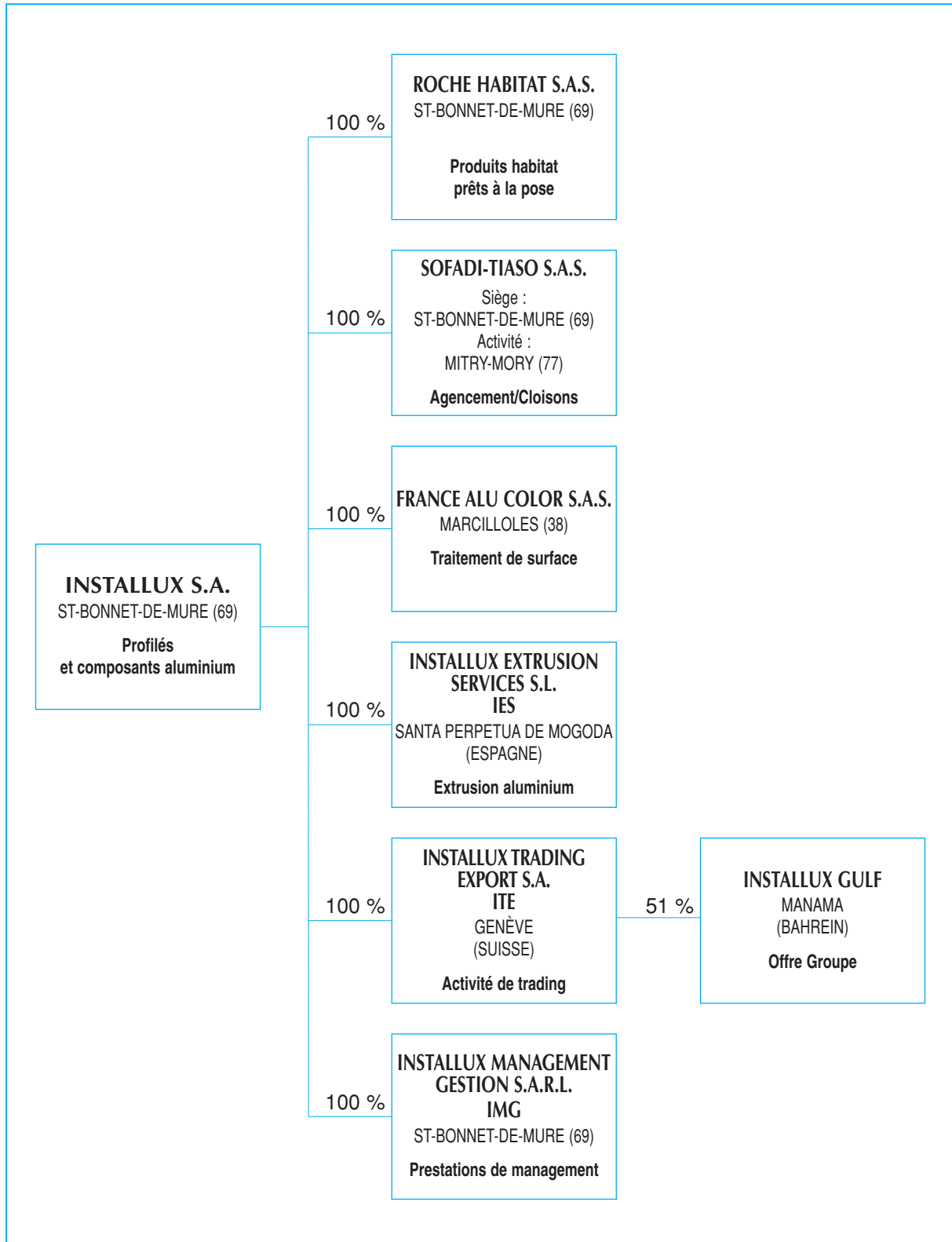
## S O M M A I R E

---

Organigramme	4
Tableau des filiales consolidées	5
Cours de l'action Installux	5
Rapport de gestion du Conseil d'Administration	6 à 19
Rapport du Président sur le rapport financier	20
Rapport du Président sur la gouvernance d'entreprise et le contrôle interne	21 à 24
Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président	25
<b>COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE</b>	<b>27</b>
Compte de résultat	28
Etat de la situation financière	29
Tableau des flux de trésorerie nette	30
Variation des capitaux propres	31
Notes annexes	32 à 56
Résultats du Groupe au cours des cinq derniers exercices	57
Rapport des Commissaires aux Comptes	58
<b>COMPTES INDIVIDUELS DE LA SOCIÉTÉ INSTALLUX</b>	<b>59</b>
Bilan - Actif	60
Bilan - Passif	61
Compte de résultat	62
Annexe	63 à 73
Tableau des flux de trésorerie	74
Résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices	75
Rapport des Commissaires aux Comptes	76
Rapport spécial des Commissaires aux Comptes	77-78
Texte des résolutions	79

---

## ORGANIGRAMME

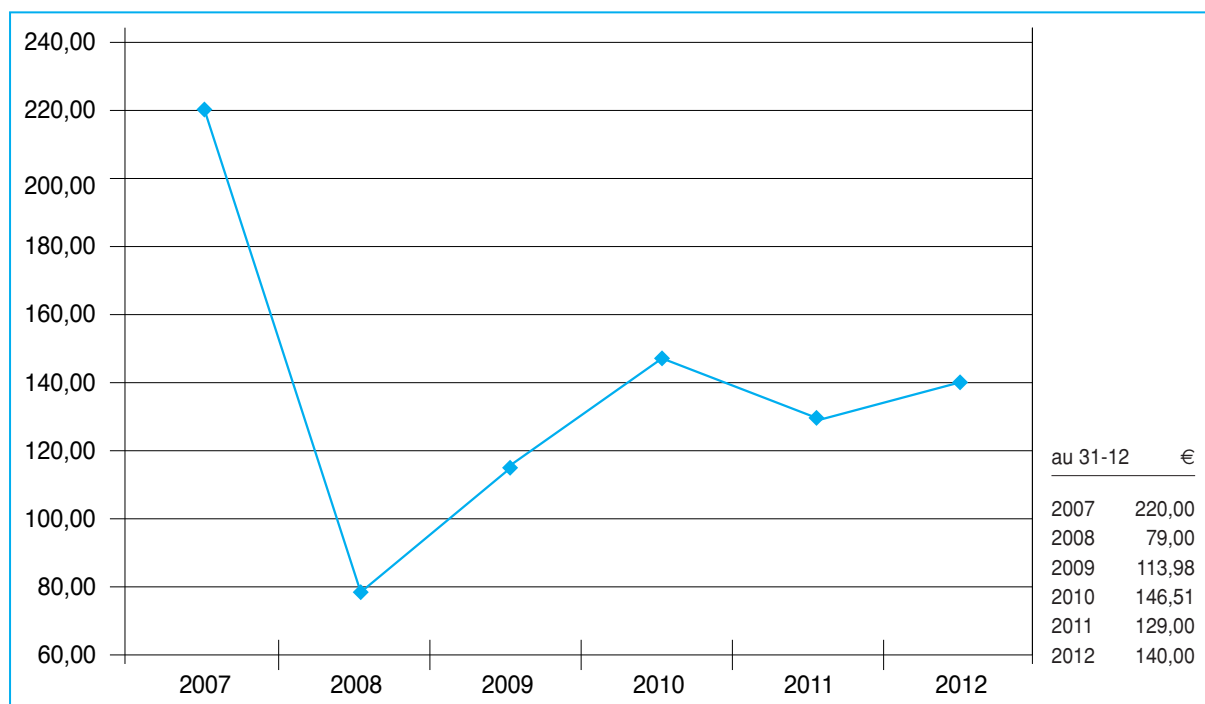


## TABLEAU DES FILIALES CONSOLIDÉES (en K€)

SOCIÉTÉS	ACTIVITÉ	% DE DÉTENTION *	CAPITAUX PROPRES	CHIFFRE D'AFFAIRES H.T.	RÉSULTAT NET
S.A.S. Roche Habitat	Produits habitat prêts à la pose	100	3 109	7 603	- 178
S.A.S. Sofadi-Tiaso	Agencement/Cloisons	100	12 844	14 258	376
S.A.S. France Alu Color	Traitement de surface	100	7 822	14 172	1 159
S.L. Installux Extrusión Services	Extrusion aluminium	100	- 176	21 262	1 092
S.A.R.L. I.M.G.	Prestations de management	100	294	3 218	62
Installux Gulf	Offre Groupe	51	369	2 308	165
S.A. Installux Trading Export	Activité de trading	100	772	852	163

\* Directe ou indirecte

## COURS DE L'ACTION INSTALLUX AU 31 DÉCEMBRE (€)



## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION PRÉSENTÉ A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 13 JUIN 2013

*Chers Actionnaires,*

*Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire pour vous présenter les comptes annuels de notre Société et de notre Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, et vous rendre compte de notre gestion.*

### TITRE 1 - LE GROUPE INSTALLUX

#### 1.1 Description du Groupe

Au 31 décembre 2012, le Groupe Installux se composait des sociétés suivantes :

• Société mère :		
INSTALLUX		France
• Filiales :		
Roche Habitat	100,00 %	France
Sofadi-Tiaso	100,00 %	France
France Alu Color	100,00 %	France
Installux Extrusión Services	100,00 %	Espagne
Installux Trading Export	100,00 %	Suisse
Installux Management Gestion	100,00 %	France
• Sous-filiale :		
Installux Gulf	51,00 %	Bahreïn

#### Périmètre de consolidation

Aucune évolution du périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice 2012.

#### 1.2 Comptes annuels consolidés

Les comptes consolidés de notre Société au 31 décembre 2012 ainsi que leurs annexes sont joints au présent rapport.

Les principes de consolidation et les méthodes d'évaluation retenus pour l'établissement des comptes consolidés, qui sont exposés en détail dans la note 2 de l'annexe, sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à ceux retenus pour l'exercice précédent.

#### Exploitation du Groupe

Le chiffre d'affaires est en très légère progression de 0,3 %, le Groupe ayant pu préserver son niveau d'activité grâce au secteur de l'extrusion qui a presque atteint sa pleine capacité de production, et ce malgré une conjoncture économique difficile pour le secteur du bâtiment.

Le chiffre d'affaires export (+ 24 % à 6 705 K€) est en forte croissance, en raison essentiellement des performances de nos filiales. Installux Trading Export (852 K€ en 2012 contre 64 K€ en 2011) a bénéficié d'un projet émanant des Jeux Olympiques, Installux Gulf (+ 36 % à 2 308 K€) a su s'imposer sur un marché Qatari très concurrentiel mais en forte croissance, et Sofadi-Tiaso (+ 14 % à 1 059 K€) continue de gagner des parts de marché, notamment en Europe et en Afrique.

Le taux de marge, retraité des impacts de l'activité d'extrusion, s'améliore de 0,8 point, principalement en raison de la variation du prix d'achat de l'aluminium, favorable en 2012, avec un gain de 700 K€ représentant 0,6 point de marge.

Les frais fixes, hors activité d'extrusion, ont enregistré une diminution de 1 %, la diminution significative des dotations aux amortissements des immobilisations étant compensée par la hausse du poste entretien (notamment les outils clients). Le coût global du personnel (salariés et intérimaires) d'un montant de 22 304 K€, est en hausse de 1 237 K€, alors que l'effectif moyen est stable ; ce coût supplémentaire concerne essentiellement la hausse moyenne des salaires de 2,9 % pour un montant chargé de 560 K€, la hausse du taux de forfait social pour 150 K€ et l'octroi d'une prime pour compenser les effets de l'abrogation de la loi TEPA pour 113 K€. Un montant de 1 081 K€ est alloué au titre de l'intéressement et de la participation, en baisse de 162 K€ par rapport à 2011.

Le coût des impayés clients est en baisse et s'élève à 96 K€ représentant 0,08 % du chiffre d'affaires, contre 0,54 % en 2011.

Ces différents éléments permettent de dégager un résultat opérationnel courant de 10 504 K€, en hausse de 1 257 K€.

L'activité produits habitat prêts à la pose, toujours malmenée, fait l'objet d'une provision pour dépréciation complémentaire des actifs de la filiale Roche Habitat de 636 K€, qui atteint au 31 décembre 2012 un montant de dépréciation totale de 2 014 K€. L'instabilité régnant toujours à Bahreïn, la provision pour dépréciation des actifs corporels de notre filiale Installux Gulf est maintenue et ajustée pour un montant de 233 K€. L'ensemble de ces provisions a été constaté en charges opérationnelles non courantes.

Le résultat net de 6 755 K€ est en hausse de 1 307 K€, soit de 24 % par rapport à 2011.

#### Situation financière du Groupe

Les capitaux propres s'élèvent à 59,6 M€ au 31 décembre 2012, en augmentation de plus de 4 M€.

La capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et de la charge d'impôt, d'un montant de 14,6 M€, s'est appréciée de 1,8 M€.

La trésorerie nette du Groupe a augmenté de 4,7 M€. Le financement de l'activité d'extrusion initiée en 2010 étant réalisé, et les investissements du Groupe ayant été limités à 3,5 M€, le Groupe dispose d'une trésorerie de 18,8 M€ au 31 décembre 2012.

Compte tenu des provisions effectuées, de la nature des placements de trésorerie et de l'absence d'endettement, il n'existe aucun risque financier sur les postes d'actif et de passif du Groupe.

#### 1.3 Les activités des sociétés du Groupe

**- La Société INSTALLUX :** C'est avec une certaine appréhension que nous avons démarré l'année 2012, inquiets et perplexes au regard des difficultés économiques que notre pays traverse et des perspectives d'élection présidentielle, source traditionnelle de ralentissement dans le secteur du bâtiment (gel des budgets).

Force est de constater que le premier semestre a été au-delà de nos espérances en termes de chiffre d'affaires, avec un niveau d'activité important sur l'ensemble de nos lignes de pro-

## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

duits, aussi bien sur le marché du bâtiment que sur celui de l'habitat. Notre performance logistique a elle aussi été exemplaire, l'absorption du volume par notre organisation confirmant la pertinence des améliorations engagées les années précédentes.

Malheureusement la période postélectorale et surtout celle de la rentrée de septembre ont vu l'activité fléchir sensiblement, avec une baisse de 7 % en moyenne et des variations journalières très importantes. Cette tendance s'est installée dans la durée sur les derniers mois, et la fin de l'exercice a inexorablement consommé les bons résultats du début de l'année.

L'année 2012 a marqué l'entrée dans la crise, le ralentissement du marché du particulier impactant durablement les performances (difficultés économiques des ménages, gel des investissements de rénovation et d'embellissement par attentisme et incertitude en l'avenir...).

Ce contexte nous a conduits à tout miser sur notre dynamisme pour conforter nos clients. Notre bureau d'études a redoublé d'efforts pour finaliser cinq nouveaux produits, afin de créer l'évènement, envoyer un signal fort à nos partenaires et consolider notre vision de l'avenir. Cette capacité de mobilisation de l'ensemble des services, en ayant permis d'être au rendez-vous début 2013, représente un atout majeur pour la Société et pour le Groupe.

L'année 2012 a également été une année forte en termes de communication, avec la refonte du site internet et la parution de nouveaux catalogues présentant l'intégralité de notre offre produit. C'est là un élément majeur de notre visibilité, dernier volet de la refonte de notre communication "B to B" et "B to C", commencée en 2011 avec la mise à jour des trois mille pages de documentation technique.

Nous avons fait le choix stratégique de ne pas changer nos tarifs en 2012, afin de rester proches de la logique économique de nos clients dont les marges se sont érodées, tout en prenant à contre-pied nos concurrents par une politique d'achats performante favorisée par une baisse du cours de l'aluminium.

Cette stratégie a été bien perçue par nos clients, sensibles à notre souci de conserver leur compétitivité dans une période où les défaillances sont nombreuses.

Malgré un environnement à risque, nous n'avons d'ailleurs à déplorer que relativement peu d'impayés.

L'instabilité financière des PME/PMI du secteur du bâtiment rend néanmoins le développement commercial difficile et périlleux, alors que la force de notre Société a toujours été jusqu'à présent de conquérir une cinquantaine de nouveaux clients par an. Ainsi souffrons-nous de plus en plus de l'attaque de nos confrères, intéressés par notre compte clients fiable financièrement.

En conclusion, nous pouvons dire que nous rentrons dans une période chahutée, à l'avenir peu prévisible. Cependant les efforts ne sont jamais vains, et la dynamique créée en fin d'année a mis tous les atouts de notre côté pour minimiser l'impact de la crise économique.

### *A l'export*

La Société finit l'année 2012 avec un chiffre d'affaires de 2 392 K€ (+ 4 %).

L'exercice a été marqué par de fortes disparités selon les marchés. L'Europe (- 60 %) s'est écroulée du fait des défaillances de nos clients au Portugal et en Suisse ; et la chute du chiffre

d'affaires réalisé dans les DOM-TOM - plus exactement à La Réunion (- 38 %) - est le résultat d'une crise structurelle et conjoncturelle profonde que connaît ce marché. Ces deux fortes baisses ont été compensées par la progression régulière de notre activité en Afrique (Congo et Cameroun essentiellement) et par l'effet induit de la bonne performance de la Société Installux Gulf avec une hausse de 66 % du chiffre d'affaires accessoires sur la zone Moyen-Orient.

La tendance 2012 sur l'Europe est confirmée en 2013 et aucune croissance n'est prévue sur cette zone. Nous espérons en revanche une reprise de l'activité dans les DOM-TOM, où la notoriété et la qualité du produit Installux semble en phase avec l'évolution et les tendances de ces marchés. Enfin, l'Afrique devrait connaître une nouvelle progression sur 2013, avec la concrétisation de projets importants, toujours au Congo et au Cameroun.

**- La Société ROCHE HABITAT :** l'année 2012 aura été une année de restructuration générale.

Après plusieurs exercices difficiles, la Société a fait son auto-critique et s'est réorganisée pour redevenir à terme une entité du Groupe dynamique et profitable.

Pour cela, nous avons engagé un travail en profondeur sur l'ensemble de l'organisation : commerce, produits, ateliers, gestion des stocks, informatique, qui ont été autant d'axes de travail et de sources de progrès. Bien sûr, le volet humain a aussi été touché, une partie du personnel ayant été reclassé au sein du Groupe.

Concrètement, après les premiers moments difficiles, l'ensemble de l'équipe s'est impliqué dans la recherche de solutions et dans la perspective de construire sa réussite sur une nouvelle offre produit, en adéquation avec notre stratégie de diversification, seule échappatoire possible à la saisonnalité du marché de la protection solaire.

Nous avons bénéficié de tout le soutien du Groupe, notamment en termes de développement produit. Ce fut une de nos réussites de pouvoir proposer en fin d'année plusieurs nouveaux produits aussi bien dans la protection solaire que dans la ligne fermeture.

Autant d'atouts pour réussir notre pari de maintenir notre volume de chiffre d'affaires sur le créneau du store et de développer celui de la fermeture, afin de le répartir d'ici deux ans à parts égales entre les deux lignes de produits.

Notre réorganisation côté atelier a, elle aussi, été réalisée dans le sens de la stratégie, réduisant l'espace alloué à l'activité store, afin de permettre de développer l'atelier aluminium ; le tout, dans un souci de rationalisation de la production.

La mise en place de notre nouveau système informatique a également représenté une charge de travail importante, sans parler du risque que cela pouvait engendrer en termes d'organisation. Là aussi, grâce à l'implication de tous, le pari a été tenu.

Nous avons semé les éléments fondateurs de notre développement ; en 12 mois les choses ont changé, et nous pensons pouvoir bâtir aujourd'hui sur des fondations solides.

En revanche, il nous reste du travail à faire. La tâche est plus que jamais au commerce, notamment pour cibler et convaincre de nouveaux clients capables de porter le discours "Produits" de la Société.

## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A nous d'écrire la suite de notre histoire, dans un contexte économique et concurrentiel néanmoins difficile.

### *A l'export*

Conformément à notre plan d'action, nous nous sommes contentés d'un suivi sédentaire des clients actifs par l'administration des ventes.

Le chiffre d'affaires réalisé a été de 402 K€ (- 23 %) grâce notamment à des ventes spots de pièces détachées réalisées à Singapour.

L'arrivée des nouveaux produits Roche Habitat et l'adhésion de la plupart de nos clients à ce positionnement sur le marché haut de gamme, tant en stores, qu'en pergolas ou en portails, nous laisse envisager une légère progression en 2013, même si les ressources export consacrées à la Société restent limitées.

- **La Société SOFADI-TIASO** : L'année 2012 a également été une année difficile pour l'aménagement de bureau. Notre compte client, bien que fidèle, a eu beaucoup moins de mises en chantier, et le nombre de transactions immobilières en forte baisse (de 10 à 20 %) confirme que 2012 n'a pas été une année porteuse dans notre secteur d'activité.

### **Sofadi**

Le dynamisme commercial insufflé depuis plusieurs exercices, associé à une stratégie d'innovation, a permis à Sofadi de développer son chiffre d'affaires.

2012 aura été l'année des nouveautés, avec les deux gammes LOFT et DOT, qui ont permis de se positionner sur des marchés différents. Ces gammes entièrement développées en interne ont été présentées au salon Equipmag qui a donné de la visibilité à Sofadi, en repositionnant le produit en situation. Plusieurs chaînes de magasins ont été séduites par ces produits et des projets ont été finalisés (Galerie Lafayette Paris).

Conformément à sa stratégie, Sofadi a suivi les 4 axes du business model prévu :

- redonner de l'espace à l'innovation (nouvelles gammes LOFT et DOT),
- communiquer (refonte des gammes, nouveau catalogue, nouveau site internet),
- maîtriser le circuit de distribution (50 % direct / 50 % distribution),
- contrôler le mix produit (sourcing achat, partenariat fournisseur).

L'ensemble de ces actions a permis à Sofadi de se repositionner comme créateur de concept dans l'architecture commerciale.

De manière plus macroéconomique, nous restons vigilants sur l'évolution des points de vente car les nouvelles technologies déployées, notamment en termes de e-commerce, impactent forcément le comportement d'achat des consommateurs, et la fréquentation des magasins devrait s'en ressentir. L'évolution de la boutique de demain devrait davantage être un showroom qu'un espace de vente, et nous devons veiller à suivre la tendance pour répondre aux besoins.

### **Tiaso**

Malgré un chiffre d'affaires en régression par rapport à 2011, Tiaso a maintenu un niveau d'activité acceptable et résisté à la forte baisse du marché.

La défaillance de certains grands noms de la profession ne fait

que démontrer la réalité d'un secteur très concurrentiel. Dans ce contexte, l'ardeur de l'équipe commerciale a permis de ne perdre aucun client et surtout, de compenser leur baisse d'activité par l'ouverture de nouveaux comptes.

L'année 2012 a été une année de transition pour Tiaso, pendant laquelle malgré une situation économique difficile, nous avons maintenu et renforcé notre image de gammiste en gardant notre position de leader. La décision de dédier un commercial à notre partenaire distributeur Réso afin de donner une vraie présence terrain à Tiaso a été un bon choix, apprécié des clients. Le développement de la prescription n'a pas suffisamment abouti en 2012 et nous continuons à croire que Tiaso doit être plus en amont des affaires.

En termes d'innovation et de développement produits, nous avons réécrit en collaboration avec une agence de design le cahier des charges d'une nouvelle gamme de cloison 100 mm (en remplacement de la gamme Cleazy) qui sera lancée au 2<sup>e</sup> trimestre 2013. Ce choix devrait permettre à Tiaso de se positionner sur des marchés plus haut de gamme auxquels nous ne pouvons pas répondre à ce jour.

L'année 2012 a été compliquée du fait d'une activité en dents de scie. Nous avons dû négocier chaque affaire afin d'imposer nos produits face à la concurrence, avec l'objectif de conserver nos marges. Notre logiciel de chiffrage interne Optimum, accessible par le web, a été finalisé et les clients "tests" ont fait de bons retours. Cela devrait soulager le service métré en offrant à nos clients la possibilité de chiffrer leurs chantiers de façon autonome.

Si la politique défensive de Tiaso a permis de limiter la baisse de chiffres d'affaires en 2012 (environ 10 %), il est essentiel pour le futur de surveiller les fondamentaux du mix produit pour ne pas se décaler du marché.

### *A l'export*

La Société finit l'année 2012 avec un chiffre d'affaires de 1 059 K€, représentant 7 % de son activité totale.

Le travail réalisé par le service export a porté ses fruits avec une progression de 15 % par rapport à 2011.

Sofadi réalise un chiffre d'affaires de 462 K€ (+ 10 %). La plupart des pays européens où nous exportons réalisent une légère croissance, et les comptes récemment créés continuent de progresser. Le Moyen-Orient effectue une belle année grâce à un projet Qatari de centre commercial nous ayant permis de vendre 900 mètres de profilés d'habillage.

Tiaso réalise un chiffre d'affaires de 597 K€ (+ 19 %). Cette performance est due essentiellement à la montée en puissance du compte client en Europe, et principalement de nos zones cibles, à savoir la Suisse et la Belgique.

Nous restons résolument optimistes pour 2013. Sofadi devrait maintenir son volume d'activité, notamment grâce à ses dernières gammes amenant un nouvel élan. Pour Tiaso, nous comptons énormément sur le lancement de la cloison 100 mm qui devrait répondre aux besoins de nos zones cibles et nous permettre durant le second semestre de concrétiser de beaux projets.

- **La Société FRANCE ALU COLOR** : La stratégie de la Société repose sur un savant équilibre entre une certaine indépendance (ou moindre dépendance) vis-à-vis du Groupe, et l'assurance d'un taux de service optimal.



## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En 2012, la part de notre chiffre d'affaires réalisée avec le Groupe a été de 59 %, contre 62 % en 2011. Ainsi notre développement passe-t-il par la recherche de nouveaux clients (29 en 2012) correspondant à notre stratégie de qualité et de service, tout en restant compétitifs sur le marché.

Nos axes de croissance sont principalement le décor par sublimation ainsi que les solutions logistiques apportées à nos clients, notamment le stockage.

Pour la sublimation, l'investissement fin 2011 dans une nouvelle ligne de production nous a permis de réaliser plus de 100 000 m<sup>2</sup> (+ 56 %) de décors bois et d'offrir à la Société Installux une alternative intéressante vis-à-vis de ses autres fournisseurs.

L'essor de l'activité de stockage (+ 72 %) nous a conduits à étendre nos locations extérieures et à la recentrer avec le picking associé sur un bâtiment de 4 500 m<sup>2</sup>, avec une option de 6 000 m<sup>2</sup> pour 2013. Le transfert des stocks a été réalisé sans interruption de l'activité ni diminution du taux de service, de juillet à octobre.

C'est ainsi que nous avons pu achever notre réorganisation en décembre, par le transfert de l'activité de sertissage vers l'ancien bâtiment de picking.

La Société est maintenant articulée autour de trois bâtiments qui accueillent des activités distinctes. Le bâtiment 1 pour le laquage et les flux, le bâtiment 2 pour le sertissage et le bâtiment 3 pour le stockage et le picking.

Nous poursuivons en interne nos efforts de recherche de productivité sur deux axes : la polyvalence du personnel et la maîtrise de nos consommations.

La mise en place de la polyvalence, initiée en 2010, est une tâche de longue haleine puisqu'elle suppose un changement d'état d'esprit et de la formation. Nous en avons déjà mesuré les effets en 2012 par un gain de productivité de l'ordre de 2,5 %.

La maîtrise de nos consommations de poudre, appuyée par l'investissement en 2012/2013 dans de nouveaux systèmes de poudrage dernière génération, nous a permis de résister à l'effritement de nos marges malgré la stabilité de nos tarifs de vente depuis juillet 2011 et les hausses de charges salariales et énergétiques.

Enfin, les nombreux efforts engagés ces dernières années pour limiter notre impact environnemental ont porté leurs fruits puisque nous avons, en diminuant la quantité de nos déchets, encore réduit le coût de leur traitement. Les excellents résultats d'analyse concernant la qualité de l'eau rejetée dans le Rival ces 2 dernières années et le faible impact de nos rejets sur le milieu récepteur, confirment d'autre part notre engagement dans une démarche pleinement respectueuse de l'environnement.

**- La Société INSTALLUX EXTRUSION SERVICES :** La Société a terminé l'année 2012 avec 52 salariés, dont 41 à Santa Perpetua de Mogoda, 11 à La Llagosta, auxquels s'ajoutent 2 mis à disposition par la Société Installux.

Suite à l'arrêt en juillet de la prestation informatique fournie par le Groupe Métalès, les licences et les programmes ont été transférés chez un intégrateur local.

*Extrusion :*

Le démarrage de la troisième équipe a été effectué le 1<sup>er</sup> février.

L'unité de traitement des filières a été remplacée par un automate de dernière génération en août.

*Sertissage :*

La production a démarré avec la première équipe au 1<sup>er</sup> janvier puis avec la seconde au 1<sup>er</sup> février. La mise en place de la troisième équipe est suspendue à la possibilité de louer un bâtiment mitoyen pour répondre aux besoins liés aux flux.

Les deux responsables de production et de planification ont été remplacés en septembre.

Le CSTB nous a accordé en fin d'année la certification NF, indispensable aux homologations des systèmes vendus ensuite par la Société Installux.

La réussite de l'activité de sertissage en termes de production, qualité, certification et délai, était un objectif prioritaire afin d'assurer la charge de l'extrusion, sachant que la moitié des volumes commercialisés par la Société Installux sont composés de profilés thermiques nécessitant des profils sertis.

Nous pouvons désormais considérer que l'expertise acquise dans ce métier est équivalente à celle que nous avons dans celui de l'extrusion.

*Fournisseurs :*

Les achats d'aluminium ont été traités à 71 % avec la Société Alcoa et à 29 % avec la Société Hydro.

Le volume de scrap recyclé a été traité à 28 % avec la Société Alcoa et à 72 % avec la Société Hydro.

En ce qui concerne la sous-traitance de laquage et d'anodisation, nous sommes restés majoritairement chez la Société Hydro à Tarragona.

Pour la sous-traitance d'usinage, nous n'avons actuellement plus qu'un fournisseur, la Société Tecma à Girona, suite à la faillite de la Société Femaster. Nous assistons à la raréfaction de ce type de fournisseurs, trop fragilisés financièrement et trop dépendants du marché intérieur.

Les entreprises de transport souffrent d'une rentabilité très faible qui handicape leur capacité à renouveler leur parc de véhicules. Nous sommes toujours en fort déficit de fret dans le sens France - Espagne.

*Production hors Groupe :*

La qualité des produits et notre offre de service répond aux attentes du marché et est supérieure à celle de nos principaux concurrents.

A fin 2012 nous avons un peu plus de 64 comptes clients actifs pour un volume facturé de 1 000 tonnes. La facturation des clients hors groupe représente 19 % du chiffre d'affaires.

Ce chiffre d'affaires nécessite impérativement la présence de sous-traitants dans le laquage, l'anodisation, l'usinage, le sertissage et le stockage.

*Perspectives 2013 :*

Notre objectif en matière d'extrusion, pour notre première année complète en 3 x 8, est d'environ 7 200 tonnes. Les ventes externes au groupe devraient être de l'ordre de 2 000 tonnes, représentant environ 28 % de la production, avec 64 clients.

Nous aurons probablement l'opportunité en cours d'année de louer à La Llagosta un bâtiment supplémentaire, qui nous permettra la mise en route de la troisième équipe de sertissage. Les effectifs devraient alors passer à 57 salariés.



## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nous prévoyons de recourir à un nouveau sous-traitant de laquage et d'anodisation pour répondre à une éventuelle fermeture de l'usine de la Société Hydro à Tarragona, suite à la restructuration en cours des Sociétés Hydro et Sapa.

L'année 2013 sera une année d'investissement en matière d'informatique d'exploitation, et d'optimisation en matière de procédures et de process industriels.

Avec une presse et une ligne de sertissage fonctionnant en 3 x 8, la Société sera à son maximum de production et aura ainsi atteint son objectif en moins de trois ans.

Le résultat avant impôt devrait être équivalent à celui réalisé en 2012, sachant que depuis la création de la Société en 2010, la marge au kilo facturée au Groupe est inchangée.

**- La Société INSTALLUX GULF :** 2012 a été une année de défis pour la Société, tant dans les résultats après une année 2011 très difficile, que dans la stratégie commerciale et marketing, agressive et ciblée, afin de générer des ventes, et d'améliorer la notoriété de la marque.

La première moitié de l'année a été la plus bénéfique, l'activité commençant à ralentir au cours du deuxième semestre. Les résultats restent néanmoins positifs avec un chiffre d'affaires de 2 308 K€ (+ 36 %) et un bénéfice de 165 K€.

La majorité des marchés n'ont pas été épargnés par la récession dans le secteur du bâtiment et de la construction. Le marché haut de gamme, cœur de marché pour la Société, a été le plus affecté. Les Émirats Arabes Unis, le Koweït et Bahreïn ont subi une décroissance importante. En revanche, l'accentuation de notre présence au Qatar en 2011 a contribué aux bons résultats malgré une forte concurrence dans ce pays. La conquête de nouveaux clients en Arabie Saoudite a permis également la réalisation de quelques projets.

Le recouvrement client, en particulier à Bahreïn, a été un sujet très préoccupant au cours de l'année ; le manque de trésorerie dans la région est un problème majeur. Si, pour la plupart des grands projets nous sommes couverts par des lettres de crédit irrévocables et confirmées, la situation est plus difficile avec les clients diffus et demande un suivi constant.

Nous avons poursuivi nos efforts en termes de prospection et de prescription. Cela a permis un référencement de la Société Installux plus régulier lors des appels d'offres, et une amélioration de la notoriété de la marque.

Pour 2013, nous continuerons à miser sur ces éléments et à investir, si la situation économique le permet, dans le recrutement de personnel commercial supplémentaire pour augmenter la couverture de marché et générer des ventes supplémentaires.

La gamme Univers 54 (mur-rideau) est en croissance régulière, notamment avec l'introduction de la version VEC. Les gammes Espace 50 (fenêtre), Comète 50 (porte) et Galaxie 26 (coulissant) ont peu évolué depuis leur lancement en 1997.

Au 1<sup>er</sup> semestre, une décision sera prise sur le lancement d'une nouvelle série non thermique basée sur les gammes Espace 70TH, Comète 70TH et Galaxie 32TH, afin de rester alignés sur l'offre produit France et de bénéficier des évolutions de gammes.

La gamme G-Systems a continué sa croissance en 2012. Une marge de progression importante demeure, en accentuant nos efforts sur le marketing et, espérons-le, en accédant au marché de l'habitation. G-Systems a enfin réussi à obtenir l'agrément du Ministère du Logement pour ses projets de construction.

En raison du ralentissement de l'activité fin 2012, nous restons très prudents pour 2013. Nous continuons à mettre l'accent sur une présence forte sur les principaux marchés porteurs. Le lancement de la nouvelle génération de produits pour remplacer la gamme existante devrait nous aider dans cette prise de parts de marché. Enfin, l'instabilité politique de la région reste une épée de Damoclès sur l'activité et la pérennité de la zone Moyen-Orient.

### 1.4 Filiales et participations

Les principales données chiffrées relatives à chacune de nos filiales se trouvent résumées dans un tableau joint au présent rapport.

### 1.5 Événements intervenus depuis la clôture de l'exercice

Aucun évènement significatif, susceptible d'avoir une incidence sur les comptes qui vous sont présentés, ne s'est produit au sein du Groupe depuis la clôture de l'exercice.

### 1.6 Activités en matière de recherche et de développement

Les sociétés du Groupe n'ont pas eu d'activité de recherche et développement sur l'exercice.

### 1.7 Informations sociales et environnementales

Le Conseil d'Administration mentionne dans son rapport, pour l'application des dispositions de l'article L. 225-102-1, les informations suivantes :

#### 1.7. 1<sup>o</sup> Informations sociales :

##### a) Emploi :

	2012	2011
Effectifs salariés au 31/12	467	474
Effectif moyen salariés	476	465

Au 31 décembre 2012, l'effectif du Groupe est de 467 salariés contre 474 au 31 décembre 2011. Le Groupe avait 22 salariés en CDD au 31 décembre 2012.

Certaines activités du Groupe étant saisonnières, il convient de tenir compte pour évaluer l'effectif global moyen du Groupe,

du recours à l'intérim, des contrats CDD et du personnel mis à disposition par d'autres sociétés liées. L'effectif global moyen du Groupe Installux s'établit à 504 personnes en 2012 contre 503 en 2011.

## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### Effectifs par zone géographique

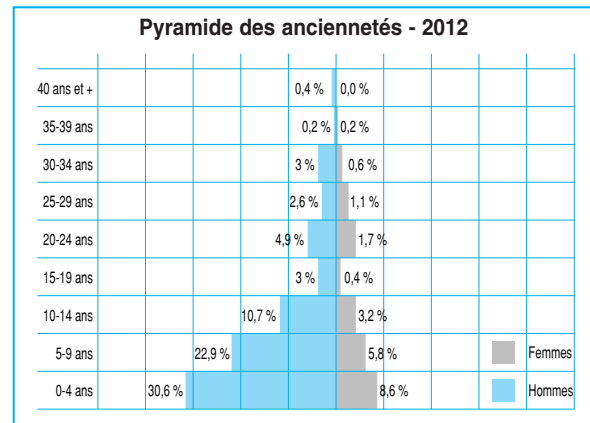
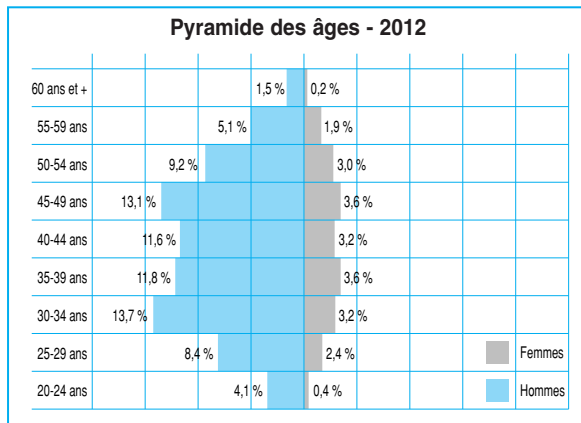
	2012	2011
France	404	430
Europe (hors France)	52	33
Moyen-Orient	11	11
<b>EFFECTIFS TOTAUX</b>	<b>467</b>	<b>474</b>

### Effectifs par pôle d'activité

	2012	2011
Commerce, R & D, Marketing	105	109
Logistique	131	138
Production	164	157
Fonctions Support et Administration	67	70
<b>EFFECTIFS TOTAUX</b>	<b>467</b>	<b>474</b>

### Age et ancienneté

En 2012, les salariés du Groupe Installux ont un âge moyen de 40 ans et une ancienneté moyenne de 9 ans.



### Embauches et licenciements

En 2012, le Groupe a recruté 67 personnes en CDD ou CDI dont 18 créations de poste.

Le taux de départ volontaire du Groupe est de 2,5 %. Ceci correspond à 8 démissions et 4 départs en retraite.

Le Groupe a procédé à 20 licenciements en 2012. Dans le cas de réorganisation des effectifs, la politique du Groupe est de garantir le respect des obligations légales locales et de favoriser le reclassement des personnes chaque fois que cela est possible.

### Rémunérations et leur évolution

Le Groupe Installux cherche à développer un système de rémunération juste et motivant permettant de combiner compétitivité et attractivité. Ceci repose sur la reconnaissance de la performance individuelle et collective, et sur l'équité.

Le Groupe s'efforce, dans la mesure de ses moyens, d'améliorer la situation de ses salariés par une rémunération supérieure aux minimas légaux et par la mise en place d'avantages sociaux plus importants (couverture médicale groupe, etc.).

L'augmentation globale des salaires au 1<sup>er</sup> janvier 2012 a été de 2,9 %.

### Evolution des rémunérations et des charges sociales

	2012	2011	Variation 2012-2011
Salaire moyen / salarié	28 405	27 327	3,90 %
Charges sociales moyennes / salarié	12 852	12 045	6,70 %

La part des avantages sociaux accordés aux salariés représente 10 % de la masse salariale.

## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### Intéressement et participation

Le montant de l'intéressement et de la participation s'élève à 1 081 K€, ce qui représente 1,5 mois de salaire net pour les sites de Saint-Bonnet-de-Mure et de Mitry-Mory (en plus de la prime conventionnelle équivalente à 0,3 mois de salaire), et 0,8 mois de salaire net pour celui de Marcilloles (en plus de la prime contractuelle équivalente à 1 mois de salaire), ce qui représente 16 % du résultat net du Groupe.

Les salariés des sociétés concernées peuvent adhérer à un Plan d'Épargne de Groupe. Le salarié a la possibilité de verser partiellement ou totalement les sommes allouées au titre de l'intéressement et/ou de la participation. Ce plan, géré par le

Crédit Mutuel Épargne Salariale, propose une gamme de Fonds Communs de Placements d'Entreprises permettant au salarié une diversification de ses placements en fonction de critères de risque ou de durée de placement.

### b) Organisation du travail :

#### Organisation du temps de travail

Le Groupe s'engage à respecter les réglementations en vigueur dans les pays où il est implanté. La durée du travail est de 38 heures en France et 40 heures en Espagne. Les unités industrielles du Groupe emploient du personnel en équipes postées (2 x 8 ou 3 x 8).

### Absentéisme

	2012	2011
Taux d'absentéisme (hors maternité, paternité, et absences supérieures à 60 jours consécutifs)	3,6 %	3,6 %

### c) Relations sociales :

Le Groupe Installux considère qu'un bon dialogue social permet d'améliorer et de maintenir l'engagement des salariés vis-à-vis du Groupe.

#### Organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci

Pour atteindre cet objectif, le Groupe cherche à développer le dialogue directement, ou par l'intermédiaire du management ou des représentants du personnel.

#### Bilan des accords collectifs

Aucun accord collectif n'a été signé en 2012.

### d) Santé et sécurité :

La sécurité au travail est l'une des priorités du Groupe. Des actions de sensibilisation sont menées régulièrement auprès du personnel soit par des formations, soit par l'intermédiaire du CHSCT.

### Conditions de santé et de sécurité au travail

Un plan d'action en faveur de la pénibilité est entré en vigueur le 30 juin 2012 pour une durée de trois ans au sein des sociétés relevant de cette obligation.

La Direction Générale a demandé en outre au personnel d'encadrement de considérer la pénibilité et la dangerosité des postes de travail dans leur gestion quotidienne et dans les projets d'évolution.

Une réflexion autour de la pénibilité au travail est en cours pour prendre en compte notamment l'allongement du travail et le vieillissement des salariés.

#### Bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail

Aucun accord collectif n'a été signé en 2012.

### Accidents du travail

	2012	2011
Taux de fréquence (nombre d'accidents avec incapacité / million d'heures travaillées)	38,6	62,4
Taux de gravité (nombre de jours d'incapacité temporaire / millier d'heures travaillées)	1,7	3,2

### e) Formation :

La formation est un excellent outil pour améliorer les compétences de nos collaborateurs, développer leurs talents et favoriser les échanges des meilleures pratiques.

### Politiques mises en œuvre en matière de formation

Les besoins de formation sont exprimés soit individuellement, soit à la demande des responsables pour leur équipe. Ils sont ensuite débattus au sein d'un comité regroupant des membres de la Direction et des représentants du personnel. La Direction peut également proposer des programmes de formation spécifiques dans des domaines jugés stratégiques.

### Nombre total d'heures de formation

	2012	2011
Nombre de salariés ayant bénéficié d'une formation	210	125
% de salariés ayant suivi une formation	45 %	26 %
Nombre total de jours de formation	204	172
Nombre d'heures de formation	1 210	1 438
Nombre de thèmes abordés	64	63

## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### f) Egalité de traitement :

Le Groupe Installux s'engage quotidiennement à travers sa politique sociale dans le chemin de la diversité, de l'égalité entre les hommes et les femmes, de la tolérance et de l'ouverture envers les salariés quels que soient leur origine, leur culture ou leur handicap.

Le plan relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes est entré en vigueur le 30 juin 2012 pour une durée de trois ans, au sein des sociétés relevant de cette obligation.

### g) Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail :

Le Groupe Installux a basé toute sa production en Europe et travaille essentiellement avec des fournisseurs européens. Il veille au respect des Droits de l'Homme au sein de ses sociétés et demande à ses commerciaux réalisant des ventes à l'international de travailler dans le respect des valeurs du Groupe.

Le Groupe n'est pas présent dans les régions pratiquant le travail des enfants ou le travail forcé.

### 1.7. 2° Informations environnementales :

#### a) Politique générale en matière environnementale :

Le Groupe Installux, sensible à son impact sur l'environnement, s'applique à respecter et mettre en œuvre les règles et législations dans tous les pays où il est présent. Les produits fabriqués et commercialisés par le Groupe sont déjà eux-mêmes issus de produits transformés. Ayant peu d'influence sur l'utilisation efficace des ressources, nos actions portent essentiellement sur l'amélioration de nos produits pour une meilleure performance énergétique et sur la gestion de nos déchets.

#### Organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement

Certains sites industriels du Groupe utilisent des produits dangereux répondant à des normes environnementales spécifiques. Chacun de ces sites est autonome dans la gestion de son impact environnemental en conformité avec la législation locale.

#### Actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement

Sur chaque site concerné, une personne est responsable du suivi des risques environnementaux et le personnel est sensibilisé à l'utilisation des produits pouvant avoir un impact sur l'environnement.

Si nécessaire, des formations sont organisées pour améliorer la prise en compte de ces risques, la connaissance des produits utilisés et leur impact potentiel.

#### Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions

Sur les sites pouvant générer un risque pour l'environnement, des analyses sont réalisées régulièrement pour contrôler le respect des normes en vigueur.

#### Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement

Aucune provision n'est constatée à la clôture des comptes au 31 décembre 2012.

#### b) Pollution et gestion des déchets :

Le Groupe s'engage à minimiser les impacts de son activité industrielle en prévenant les risques de pollution, en respectant la législation, et en impliquant et sensibilisant son personnel.

L'aluminium, composant de base des produits du Groupe, est totalement recyclable.

#### Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement

Les sites utilisant des produits ou produisant des déchets potentiellement dangereux pour l'environnement possèdent soit des installations de traitement (des eaux par exemple), qui réduisent la dangerosité des déchets avant rejet dans l'environnement, soit des installations de stockage avant leur évacuation vers des sous-traitants spécialisés dans la gestion des produits dangereux.

#### Mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets

Dans un but de réduction de l'impact environnemental et également de réduction des coûts, le Groupe Installux a engagé depuis plusieurs années un programme de réduction des déchets et de récupération des déchets recyclables avec des partenaires spécialisés.

Parmi les actions significatives, nous pouvons citer :

- La mise en place de contenants réutilisables pour transporter les profils aluminium entre notre usine d'extrusion et notre site de logistique. Ceci a entraîné une baisse significative des déchets cartons et plastiques.

- La mise en place d'une filière de recyclage des déchets de billettes (matière première de l'extrusion) qui a permis de réduire très nettement le volume de déchets d'aluminium de notre usine d'extrusion.

Pour 2013 - 2014, le Groupe s'est fixé comme objectif de baisser le volume des déchets générés par l'activité et d'améliorer le recyclage pour réduire au maximum la part des déchets ultimes.

### Production de déchets

	en tonnes	2012	2011
- déchets industriels dangereux recyclables		170	179
- déchets d'aluminium recyclables		261	414
- autres déchets recyclables		405	497
- déchets industriels dangereux non recyclables		324	191
- autres déchets industriels dangereux non recyclables		522	649
Production annuelle de déchets industriels :		1 682	1 930
	<b>PART DES DÉCHETS RECYCLABLES</b>	<b>49,7 %</b>	<b>56,5 %</b>

## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### *Prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité*

Ce point est traité dans le plan d'action pénibilité évoqué au paragraphe 1.d.

### **c) Utilisation durable des ressources :**

#### *La consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales*

A part pour France Alu Color, les activités du Groupe sont globalement peu consommatrices d'eau, et les unités de production ne sont pas installées dans des zones en déficit hydrique.

La préservation des ressources naturelles étant une des valeurs du Groupe, des actions ont été menées pour réduire notre consommation essentiellement chez France Alu Color qui représente plus de 70 % de la consommation d'eau du Groupe.

### *Consommation d'eau*

	en m <sup>3</sup>	2012	2011
Consommation d'eau		19 139	20 484

### *Consommation de matières premières et mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation*

Le Groupe Installux, dans un souci de préservation de l'environnement et d'amélioration de sa performance, recherche en permanence à optimiser sa consommation de matières premières et d'emballages.

Des actions ont été menées sur les différents sites industriels pour réduire la consommation de matières premières (poudre de peinture, billettes d'aluminium).

Notre service R&D conçoit des produits qui répondent aux contraintes mécaniques et thermiques en fonction de leur utilisation en intégrant la préservation des ressources naturelles et en limitant la consommation de matière nécessaire à leur réalisation.

### *Consommation d'énergie, mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables*

L'amélioration de la performance et la préservation des ressources naturelles conduit le Groupe à chercher en permanence des solutions pour réduire sa consommation d'énergie et son empreinte carbone. Le recours aux énergies renouvelables, même s'il n'est pas envisagé pour le moment, peut être un axe futur de développement.

### *Consommation d'énergie*

	en Mwh	2012	2011
Consommation de gaz		12 528	10 133
Consommation d'électricité		6 549	5 657

La hausse de consommation entre 2011 et 2012 est liée à la montée en charge de notre activité d'extrusion.

### *Utilisation des sols*

Les activités du Groupe ne sont pas concernées par l'utilisation des sols.

### **d) Changement climatique :**

Le changement climatique, même s'il fait partie des préoccupations du Groupe, n'a pas fait l'objet d'un plan d'action spécifique. Ceci doit évoluer en 2013 avec la mise en place d'un programme de calcul de l'empreinte carbone du Groupe.

### *Rejets de gaz à effet de serre*

Les émissions directes ("scope" 1 classification ADEME) proviennent de la combustion des ressources fossiles (essentiellement gaz) utilisées pour chauffer les fours et pour chauffer les bâtiments. La quantité totale d'émission de GES est estimée à 2 307 tonnes équivalent CO2 en 2012.

Les émissions indirectes ("scope" 2) sont des émissions de gaz à effet de serre provenant de la production d'électricité consommée par les usines du Groupe. La quantité totale d'émission de GES est estimée à 254 tonnes équivalent CO2 en 2012.

### *Adaptation aux conséquences du changement climatique*

Aucun site du Groupe n'est situé dans une zone exposée aux risques liés au changement climatique.

### **e) Protection de la biodiversité :**

#### *Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité*

Les activités du Groupe n'ont pas d'impact sur la biodiversité.

## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### 1.7. 3° Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable :

#### a) Impact territorial, économique et social de l'activité du Groupe :

Le Groupe Installux se veut un acteur économique intégré dans tous les territoires où il est présent. La performance économique du Groupe a des retombées au niveau des différents territoires où il est implanté, par les salaires, les impôts et taxes versés, et par l'activité générée auprès des fournisseurs locaux en achat de composants, sous-traitance ou prestations de service.

#### b) Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité du Groupe, notamment les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines :

Le Groupe Installux est présent par l'intermédiaire de ses dirigeants auprès de différentes instances ou associations professionnelles ou autres (locales ou nationales) en relation avec son secteur d'activité.

#### Actions de partenariat ou de mécénat

	2012	2011
Montant (en K€)	33	32
Hauteur de la contribution auprès des communautés en part du bénéfice net après impôt (en %)	0,5	0,6

#### c) Sous-traitance et fournisseurs :

##### Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux

Le Groupe Installux se veut un acteur responsable et raisonné de la vie économique qui cherche à entretenir des relations durables de partenariat avec ses fournisseurs et sous-traitants.

##### Importance de la sous-traitance et prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale

Depuis plusieurs années Installux a fait le choix stratégique d'intégrer la production des produits qu'il commercialise. Ceci a eu pour conséquence de réduire fortement la part de la sous-traitance dans les achats du Groupe.

L'essentiel de nos fournisseurs sont basés en Europe et sont donc soumis aux mêmes règles que nous en matière de responsabilité sociale et environnementale.

#### d) Loyauté des pratiques :

##### Actions engagées pour prévenir la corruption

Le Groupe s'engage à respecter les lois et réglementations applicables dans tous les pays où il est présent. Il demande à ses collaborateurs de conduire les activités du Groupe de manière éthique et transparente en préservant au mieux les intérêts de tous.

Ces principes sont régulièrement rappelés aux personnes qui interviennent dans des pays où ce genre de pratiques est avéré.

##### Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs

Le Groupe Installux se conforme au règlement européen REACH. Aucun produit commercialisé par le Groupe ne nécessite son inscription sur la liste des produits dangereux.

#### e) Autres actions engagées en faveur des droits de l'Homme.

Installux se conforme à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et porte une attention particulière dans les régions sensibles où le Groupe est présent.

#### Part du chiffre d'affaires réalisé dans des régions sans risque pour les droits de l'Homme

	2012	2011
Part du chiffre d'affaires réalisé dans des pays sans risque pour les Droits de l'Homme (source : Freedom House)	97 %	98,1 %



## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### 1.8 Description des principaux risques et incertitudes

Les principaux risques auxquels les sociétés du Groupe sont exposées sont décrits en détail dans la note 24 de l'annexe des comptes consolidés.

## TITRE 2 - LA SOCIÉTÉ INSTALLUX

### 2.1 Comptes annuels

Les comptes individuels de notre Société au 31 décembre 2012 ainsi que leurs annexes et le tableau des résultats des cinq derniers exercices sont joints au présent rapport.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement des comptes annuels qui vous sont présentés sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à celles retenues pour l'exercice précédent.

#### Chiffre d'affaires et marge :

Le chiffre d'affaires global de 80 951 K€ est en léger recul de 1 % par rapport à l'année précédente en raison d'une baisse des volumes, le tarif des ventes ayant été inchangé.

Le taux de marge s'est maintenu grâce à la stabilité globale des prix sur les achats ; en effet, le gain sur le coût de l'aluminium consommé (prix du kg de 2,78 € en moyenne contre 2,88 € en 2011, soit une baisse de 3,4 %) a été compensé par les hausses sur les autres composants. Pour mémoire, l'an dernier, la variation du cours de l'aluminium représentait un coût supplémentaire de 2 000 K€ sur les achats par rapport à l'année précédente.

#### Titres de participation et créances sur nos filiales :

Les titres de la Société Roche Habitat ont fait l'objet d'une provision complémentaire de 178 K€ (100 % de l'écart entre la valeur des titres et la situation nette de la filiale). La provision totale s'élève dorénavant à 900 K€.

La provision de 10 K€ sur les titres de la Société IES est inchangée, soit 100 %.

La Société a procédé à un nouvel abandon de compte courant de 850 K€ au profit de la Société Roche Habitat, comptabilisé en résultat exceptionnel. Cet abandon est assorti d'une condition résolutoire.

Le compte courant de la Société Installux Extrusión Services, de 5 800 K€ au 31 décembre 2012, a fait l'objet d'une reprise totale de provision de 1 268 K€. En parallèle, un compte courant bloqué d'un montant de 200 K€ a été ouvert au nom de la Société I.E.S. pour garantir l'insuffisance de capitaux propres ; il fait l'objet d'une provision à hauteur de 176 K€, montant correspondant à la situation nette négative de cette filiale.

#### Analyse du résultat :

La marge sur coûts variables est quasiment stable, la baisse de la marge brute engendrée par le repli du chiffre d'affaires étant compensée par une diminution significative du poste intérim (gain de productivité en logistique suite à la mise en place des civières en 2011 et 2012). Le résultat d'exploitation s'apprécie de 4 %, en raison principalement de la diminution des dotations aux amortissements sur les outils clients (- 563 K€), d'une diminution du coût des impayés clients (- 586 K€) et ce malgré la dotation d'une provision pour réparation des outils clients (556 K€).

Le résultat financier comprend la dotation aux provisions sur titres de 178 K€, contre un montant de 13 K€ en 2011, et la reprise nette de la provision sur compte courant de 1 092 K€ contre une dotation de 416 K€ en 2011.

Le résultat exceptionnel comprend une plus-value sur un terrain de 135 K€, et l'abandon du compte courant de 850 K€ contre un montant de 755 K€ en 2011.

Le résultat net est en hausse de 26 %, et de 5 % après retraitement des éléments exceptionnels et des éléments financiers non récurrents.

#### Capitaux propres :

Les capitaux propres s'élevaient à 49 966 K€ au début de l'exercice ; ils ont été minorés de 2 428 K€ du fait des dividendes versés à l'issue de l'Assemblée du mois de juin 2012.

Compte tenu du résultat de l'exercice de 5 412 K€, ils s'élèvent à la clôture à 52 950 K€.

#### Trésorerie :

La trésorerie figurant au bilan pour 20,4 M€ comprend 1 M€ de CAT sur 1 mois renouvelable, 15 M€ de CAT sur 3 et 5 ans, et 2,3 M€ d'escompte en valeur.

Compte tenu d'un flux de trésorerie de 7,1 M€ généré par l'activité, et d'un flux de 4 M€ concernant les investissements et les dividendes versés, la trésorerie est en hausse de 3,1 M€.

#### Dépenses non déductibles fiscalement :

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous signalons qu'aucune dépense non déductible fiscalement de l'article 39-4 du même Code n'a été prise en charge dans les comptes de l'exercice écoulé.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 223 quinquies du Code Général des Impôts, nous vous informons qu'il n'a été procédé, en application de l'article 39-5 du même Code, à la réintégration dans le bénéfice imposable de la Société d'aucun frais généraux.

#### Information relative aux délais de paiement fournisseurs :

En application de l'article D 441-4 du Code de Commerce, nous vous présentons dans le tableau suivant, la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance.



## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DETTES FOURNISSEURS			
Exercice 31/12/2012		Exercice 31/12/2011	
Date d'échéance	Montant TTC à la clôture de l'exercice	Date d'échéance	Montant TTC à la clôture de l'exercice
<b>France :</b>		<b>France :</b>	
- échues à la clôture	86 K€	- échues à la clôture	43 K€
- janvier 2013	2 895 K€	- janvier 2012	3 014 K€
- février 2013	909 K€	- février 2012	739 K€
- mars 2013	32 K€	- mars 2012	103 K€
- échéance ultérieure	2 K€	- échéance ultérieure	7 K€
- factures non parvenues	162 K€	- factures non parvenues	340 K€
<b>Etranger :</b>		<b>Etranger :</b>	
- échues à la clôture	329 K€	- échues à la clôture	0 K€
- janvier 2013	1 607 K€	- janvier 2012	2 259 K€
- février 2013	598 K€	- février 2012	1 612 K€
- mars 2013	394 K€	- mars 2012	657 K€
- échéance ultérieure	0 K€	- échéance ultérieure	5 K€
- factures non parvenues	8 K€	- factures non parvenues	10 K€
<b>TOTAL .....</b>	<b>7 022 K€</b>	<b>TOTAL .....</b>	<b>8 789 K€</b>

### 2.2 Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le Bénéfice de l'exercice, qui s'élève à la somme de 5 412 175,10 Euros, de la façon suivante :

- une somme de 2 428 000,00 Euros serait distribuée aux actionnaires à titre de dividendes, ci	2 428 000,00 €
- une somme de 2 984 175,10 Euros serait virée au compte "Autres Réserves", qui se trouverait ainsi porté de 40 826 220,21 Euros à 43 810 395,31 Euros, ci	2 984 175,10 €
<b>TOTAL</b>	<b>5 412 175,10 €</b>

Le dividende mis en distribution, d'un montant de 8,00 Euros par action, serait éligible, pour les bénéficiaires remplissant les conditions requises, à la réfaction instituée par l'article 158.3.2° du Code Général des Impôts et serait mis en paiement le 26 juin 2013.

### 2.3 Dividendes distribués au titre des trois derniers exercices

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices sociaux ont été les suivants :

	Dividende total (hors actions d'autocontrôle)	Dividende éligible à la réfaction	Dividende non éligible à la réfaction
Exercice clos le 31 décembre 2009	2 428 000 € (8,00 € par action)	2 428 000 €	0 €
Exercice clos le 31 décembre 2010	2 428 000 € (8,00 € par action)	2 428 000 €	0 €
Exercice clos le 31 décembre 2011	2 428 000 € (8,00 € par action)	2 428 000 €	0 €

## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### 2.4 Informations concernant les mandataires sociaux

#### Liste des mandats et fonctions des mandataires sociaux :

Les mandats et fonctions exercés dans toutes sociétés par les mandataires sociaux sont les suivants :

Nom, Prénom, Domicile des mandataires sociaux	Date de naissance	Date de nomination	Autres fonctions
<b>Président Directeur Général :</b>			
M. Christian CANTY 601, chemin des Grandes Vierres, DOMMARTIN (Rhône)	23.11.1947	16.06.2009	<b>Administrateur :</b> - Installux Gulf - Crédit Mutuel Gambetta - Asvel <b>Administrateur unique :</b> - Installux Extrusión Services S.L. <b>Gérant</b> - Financière CCE S.A.R.L. - Côté Baies S.A.R.L. - IMG S.A.R.L. - Immobilière C.C.E. S.C.I. - Compans Industries Réunies S.C.I. - Marcilloles S.C.I. <b>Représentant permanent de Financière CCE, gérante :</b> - Les Cembros S.C.C.V.
<b>Directeur Généraux Délégués - Administrateurs :</b>			
M. Gérard COSTAILLE 2, route d'Avallon, STE MAGNANCE (Yonne)	15.03.1949	18.06.2008 Administrateur 15.06.2010 D.G.D.	<b>Gérant :</b> - Financière CCE S.A.R.L.
M. Christophe CANTY 56 bis, avenue du 8 Mai 1945, TASSIN LA DEMI LUNE (Rhône)	06.05.1975	18.06.2008 Administrateur  20.11.2012 D.G.D.	<b>Gérant :</b> - Financière CCE S.A.R.L. - IMG S.A.R.L. <b>Administrateur :</b> - Installux Gulf
<b>Administrateurs :</b>			
Mme Nicole CANQUERY 7, allée de la Mâtre, VILLENEUVE (Ain)	27.04.1956	14.06.2012	<b>Présidente :</b> - Financière des Salariés d'Installux S.A.S. <b>Salariée :</b> - Financière CCE S.A.R.L.
M. Sylvain CHARRETIER 19, rue de la Croix du Chêne, GUIGNES (Seine-et-Marne)	30.06.1972	16.06.2011	<b>Salarié et D.G.D. :</b> - Sofadi Tiaso S.A.S.
M. Olivier CROS 9, chemin du Bois, CALUIRE ET CUIRE (Rhône)	06.02.1964	16.06.2011	<b>D.G.D. :</b> - Roche Habitat S.A.S. <b>Salarié :</b> - IMG S.A.R.L.
M. Jean-Luc GIROUD 19, route de la Forteresse, ST-ETIENNE-DE-ST-GEOIRS (Isère)	11.03.1967	16.06.2011	<b>Salarié et D.G.D. :</b> - France Alu Color S.A.S.

## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### Rémunération et avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux :

L'ensemble des rémunérations versées aux mandataires sociaux de la Société Installux, des sociétés qu'elle contrôle et de la société qui la contrôle s'est élevé à la somme de 891 286 €, dont 865 173 € correspondant aux salaires, rémunération de gérance et avantages en nature, et 26 113 € correspondant à l'intéressement et à la participation.

### 2.5 Jetons de présence

Nous vous proposons d'allouer au Conseil d'Administration, au titre de l'exercice écoulé, des jetons de présence pour un montant global de 17 500 Euros (net du forfait social).

### 2.6 Opérations affectant les actions de la Société

La Société n'a jamais détenu au cours de l'exercice, ni ne détient à la clôture, de ses propres actions.

### 2.7 Etat des délégations de compétence et de pouvoirs

Aucune délégation de pouvoir ou de compétence au Conseil d'Administration n'est en cours de validité.

### 2.8 Renouvellement du mandat de co-commissaires aux comptes

Nous vous proposons de renouveler, pour une nouvelle période de six exercices, les mandats de Co-Commissaires aux Comptes titulaire et suppléant de la Société NOVANCES DECHANT ET ASSOCIES et de Monsieur Laurent GILLES, venus à expiration avec la présente Assemblée, étant précisé que le signataire pour le compte de la Société NOVANCES DECHANT ET ASSOCIES serait désormais Madame Guillemette REY-LESCURE au lieu et place de Monsieur Christophe ALEXANDRE.

L'autorité des Marchés Financiers n'a émis aucune observation sur cette proposition de renouvellement de mandat.

### 2.9 Actionnariat des salariés

#### Etat de la participation des salariés au capital de la Société :

En application des dispositions de l'article L. 225-102 du Code de Commerce, nous vous informons qu'à la clôture de l'exercice, il n'existait pas de participation des salariés dans le capital de la Société (PEE ou FCPE).

Néanmoins, la Société Financière des Salariés d'Installux, qui regroupe des salariés du Groupe, détient à la clôture 2,55 % du capital et des droits de vote.

En outre, nous vous rappelons que votre Assemblée Générale a été appelée à se prononcer sur l'augmentation de capital visée à l'article L. 225-129-6 du Code de Commerce le 16 juin 2011.

#### Option d'achat ou de souscription d'actions.

#### Attribution d'actions gratuites :

Notre Société n'a pris aucune décision dans ces domaines.

### 2.10 Structure du capital et participations significatives

Le capital de la Société est divisé en 303 500 actions, toutes de même catégorie, aucune action ne bénéficiant de droits particuliers (financiers ou autres), ou ne supportant une restriction

particulière (notamment en matière de droit de vote).

Aucune action n'est concernée par une interdiction d'aliéner ; aucun pacte ou accord entre actionnaires n'a été révélé à la Société.

A notre connaissance, à la date du 31 décembre 2012, les seuils légaux étaient franchis par les actionnaires suivants :

Actionnaires	Seuil franchi
Financière CCE	50 %
Stock Picking France	5 %
Financière Patrimoniale d'Investissement	5 %
Financière de l'Echiquier	5 %

La Société n'a été destinataire, au cours de l'exercice 2012, d'aucun avis de franchissement de seuil.

Au 31 décembre 2012, le public détenait 33,10 % du capital social.

Les dirigeants de la Société n'ont réalisé en 2012 aucune opération sur les titres de la Société.

### 2.11 Evolution du cours de l'action

Au cours de l'exercice 2012, le cours de l'action a évolué de la façon suivante :

– cours au 31 mars 2012 :	138,00 €
– cours au 30 juin 2012 :	144,98 €
– cours au 30 septembre 2012 :	144,00 €
– cours au 31 décembre 2012 :	140,00 €

Ainsi au 31 décembre 2012, la capitalisation boursière de la Société s'élevait à 42 490 K€, en sous-évaluation de 29 % par rapport aux capitaux propres consolidés du Groupe.

### 2.12 Observations du Comité d'Entreprise

Le Comité d'Entreprise n'a émis aucune observation, en application des dispositions de l'article L. 2323-8 du Code du Travail, sur la situation économique et sociale de l'entreprise.

### 2.13 Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de Commerce

Nous vous demandons d'approuver, en tant que de besoin, les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de Commerce.

Toutes précisions utiles vous seront données à ce sujet par vos Commissaires aux Comptes.

### 2.14 Rapport du Président

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce, le Président du Conseil d'Administration a établi un rapport sur la gouvernance de l'entreprise et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques.

## TITRE 3 - CONCLUSION

Vous allez maintenant entendre la lecture des rapports des Commissaires aux Comptes, puis nous répondrons à vos questions.

Nous vous demanderons ensuite de donner acte à vos Administrateurs des informations contenues dans le présent rapport, d'approuver purement et simplement les comptes annuels et les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012 tels qu'ils viennent de vous être présentés, et d'une façon plus générale d'adopter les résolutions qui vous seront soumises.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

## RAPPORT DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL SUR LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2012

En ma qualité de Président-Directeur Général de la société Installux, j'atteste qu'à ma connaissance les comptes annuels 2012 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Saint-Bonnet-de-Mure, le 19 avril 2013

*Christian CANTY*  
*Président-Directeur Général*



## RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES TRAVAUX DU CONSEIL ET LE CONTRÔLE INTERNE PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 13 JUIN 2013

Chers Actionnaires,

J'ai le plaisir de vous présenter mon rapport établi selon les dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce.

### Composition du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2012, le Conseil d'Administration était composé des membres suivants :

- Monsieur Christian CANTY,  
Président du Conseil et Directeur Général
- Monsieur Gérard COSTAILLE,  
Directeur Général Délégué
- Madame Nicole CANQUERY
- Monsieur Christophe CANTY,  
Directeur Général Délégué
- Monsieur Sylvain CHARRETIER

- Monsieur Olivier CROS
- Monsieur Jean-Luc GIROUD

Compte tenu des fonctions d'Administrateur exercées à ce jour par Madame Nicole CANQUERY, notre Conseil respecte les dispositions minimales applicables à ce jour en matière de parité au sein des organes de direction des sociétés cotées.

### Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'Administration s'est réuni 7 fois : le 29 mars 2012, le 14 juin 2012, le 24 juillet 2012, le 11 septembre 2012, le 23 octobre 2012, le 20 novembre 2012 et le 20 décembre 2012, sur la convocation de son Président.

Le taux de présence au Conseil d'Administration a été le suivant :

	29/03/12	14/06/12	24/07/12	11/09/12	23/10/12	20/11/12	20/12/12	Taux de présence
Monsieur Christian CANTY - PDG	X	X	X	X	X	X	X	100 %
Monsieur Gérard COSTAILLE - DGD	X	X	X	X	X	X	X	100 %
Monsieur Christophe CANTY - DGD	X	X	X	X	X	X	X	100 %
Madame Nicole CANQUERY	X	X	X	X	-	X	X	86 %
Monsieur Sylvain CHARRETIER	X	X	X	-	X	X	X	86 %
Monsieur Olivier CROS	X	X	X	X	X	X	X	100 %
Monsieur Jean-Luc GIROUD	X	X	X	X	-	X	X	86 %

étant précisé que les Administrateurs absents ont systématiquement pris le soin de se faire représenter.

Les informations utiles aux délibérations ont été systématiquement communiquées aux Administrateurs.

Le quorum a toujours été atteint, les Administrateurs s'étant, le cas échéant, abstenus de prendre part au vote lorsque la loi le prévoyait.

Les procès-verbaux des réunions ont été établis après chaque réunion du Conseil dans de brefs délais.

Il n'existe pas de règlement intérieur relatif au fonctionnement du Conseil d'Administration, non plus que de comités spécifiques, ni de censeurs.

### Limitation des pouvoirs du Directeur Général

La Direction Générale est exercée par Monsieur Christian CANTY, Président du Conseil d'Administration.

Dans le cadre des relations internes de la Société, aucune limitation n'a été apportée aux pouvoirs du Directeur Général.

### Limitation des pouvoirs des Directeurs Généraux Délégués

Monsieur Gérard COSTAILLE et Monsieur Christophe CANTY assistent Monsieur Christian CANTY dans sa mission de direction générale de la Société.

Dans le cadre des relations internes de la Société, les pouvoirs des Directeurs Généraux Délégués sont limités, Monsieur

Gérard COSTAILLE et Monsieur Christophe CANTY ne pouvant, sans l'accord préalable du Conseil, accomplir l'une des opérations suivantes :

- emprunts autres que les découverts normaux en banque,
- octroi de prêt, subvention ou abandon de créance,
- constitution d'hypothèques, nantissements, cautions et autres garanties,
- participation à toute Société, entreprise, groupement ou autre ; augmentation ou réduction des participations existantes,
- acquisition, disposition, crédit-bail ou location, comme preneur ou bailleur, d'immeuble, fonds de commerce ou droit de propriété industrielle ou intellectuelle,
- ouverture ou fermeture d'établissement,
- investissement sortant du cadre de la gestion courante de la Société.

### Code de gouvernement d'entreprise

Notre Société ne se réfère à aucun code de gouvernement d'entreprise, mettant en œuvre les dispositions prévues par la Loi et les Règlements en vigueur.

### Information concernant les organes de contrôle

#### Commissaires aux Comptes :

Les mandats des Commissaires aux Comptes de la Société sont les suivants :

## RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES TRAVAUX DU CONSEIL ET LE CONTRÔLE INTERNE

	Date de nomination	Fin de mandat
TITULAIRES		
MEUNIER et ASSOCIES M. Patrick VELAY	16 juin 2011	Comptes 31 décembre 2016
NOVANCES DECHANT ET ASSOCIES M. Christophe ALEXANDRE	14 juin 2007	Comptes 31 décembre 2012
SUPPLEANTS		
M. Jacques LAGNIER	16 juin 2011	Comptes 31 décembre 2016
M. Laurent GILLES	14 juin 2007	Comptes 31 décembre 2012

### Comité d'audit

La Société n'a pas mis en place de Comité d'Audit, estimant, après analyse, en être dispensé, le Conseil d'Administration remplissant les fonctions dudit Comité.

### Principes et règles de détermination des rémunérations des mandataires sociaux

Les mandataires sociaux ne perçoivent aucune rémunération de la Société et ne bénéficient d'aucun avantage en nature.

Ils ne sont attributaires d'aucun plan de souscription ou d'achat d'actions, d'aucune attribution d'actions gratuites, ni d'aucun bon de souscription de parts de créateurs d'entreprise.

Enfin, aucun engagement n'a été pris à leur égard par la Société correspondant à des rémunérations, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la modification ou de la cessation de leurs fonctions.

### Modalités particulières de participation des actionnaires à l'Assemblée Générale

Les conditions d'accès aux Assemblées Générales qui pourraient déroger aux conditions fixées par la Loi figurent au Titre VI des statuts sociaux, et particulièrement à l'article 19.

### Informations sur la composition du capital social

Le rapport de gestion présenté par le Conseil d'Administration contient des informations suffisantes pour répondre aux obligations de l'article L. 225-100-3 du Code de Commerce relatif aux éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique.

### Procédures de contrôle interne et de gestion des risques

#### I - DÉFINITION ET OBJECTIF DU CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

Pour l'élaboration de ce rapport, le Groupe s'appuie sur les principes énoncés par l'AMF sur "Les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne" et plus particulièrement dans un document intitulé : "Cadre de référence : Guide de mise en œuvre pour les valeurs moyennes et petites" publié en juillet 2010.

##### 1) La gestion des risques :

La gestion des risques est un dispositif dynamique de la Société, défini et mis en œuvre sous sa responsabilité.

La gestion des risques comprend un ensemble de moyens, de comportements, de procédures et d'actions adaptés aux caractéristiques de chaque filiale qui permet aux dirigeants de maintenir les risques à un niveau acceptable pour le Groupe.

Le risque représente la possibilité qu'un événement survienne et dont les conséquences seraient susceptibles d'affecter les personnes, les actifs, l'environnement, les objectifs de la Société ou sa réputation.

L'objectif de la gestion des risques vise à identifier et analyser les principales menaces et opportunités potentielles du Groupe. Elle peut également être un levier de management en contribuant à :

- créer et préserver la valeur des actifs et la réputation de la Société,
- sécuriser la prise de décision et les processus du Groupe pour favoriser l'atteinte des objectifs,
- mobiliser les collaborateurs du Groupe autour d'une vision commune des principaux risques et favoriser la cohérence des actions avec les valeurs du Groupe.

##### 2) Le contrôle interne :

Le contrôle interne est l'ensemble des systèmes de contrôle, établis par la Direction Générale, le management et autres membres du personnel, pour donner une assurance raisonnable sur :

- l'application des instructions et des orientations fixées par la direction générale,
- la fiabilité du reporting,
- la conformité aux lois et réglementations en vigueur,
- la sauvegarde des actifs notamment en assurant le bon fonctionnement des processus internes et l'utilisation efficiente des ressources.

L'objectif général du contrôle interne est de prévenir et de maîtriser les risques résultant de l'activité de la Société Installux et de ses filiales, et les risques d'erreurs ou de fraudes.

Les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne participent de manière complémentaire à la maîtrise des activités de la Société :

- le dispositif de gestion des risques vise à identifier et analyser les principaux risques de la Société. Les contrôles à mettre en place relèvent du dispositif de contrôle interne. Ainsi, ce dernier concourt au traitement des risques auxquels sont exposées les activités de la Société ;
- de son côté, le dispositif de contrôle interne s'appuie sur le dispositif de gestion des risques pour identifier les principaux risques à maîtriser ;
- en outre, le dispositif de gestion des risques doit lui-même intégrer des contrôles, relevant du dispositif de contrôle interne, destinés à sécuriser son bon fonctionnement.

##### 3) Périmètre et limites :

La gestion des risques et le contrôle interne tels que définis dans ce rapport concernent toutes les entités consolidées au sein du Groupe Installux.

Le contrôle interne en place a été conçu pour les entités afin de s'adapter à l'organisation existante, aux objectifs décidés par le Conseil d'Administration et le Comité de Direction, et à la conformité aux lois et règlements.

Les principes et le dispositif du contrôle interne ont été déployés pour tous les domaines et dans toutes les filiales en tenant compte des spécificités locales et des réglementations en vigueur. Ces principes sont également connus et suivis au niveau des différents services centraux du Groupe.

L'organisation la plus efficiente ne saurait faire disparaître les limites inhérentes à la gestion des risques et au contrôle interne. En effet, les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne ne peuvent fournir une garantie absolue quant à l'atteinte des objectifs.

Les principales limitations qui puissent être relevées sont les incertitudes du monde extérieur, la part de jugement dans les décisions prises et la conséquence d'une défaillance humaine potentielle ou d'un simple erreur.



## RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES TRAVAUX DU CONSEIL ET LE CONTRÔLE INTERNE

De plus, lors de chaque mise en place d'une activité de contrôle, une évaluation du ratio coût/bénéfice est menée, conduisant à une couverture raisonnable des contrôles nécessaires.

### II - ORGANISATION GÉNÉRALE

#### 1) Les acteurs :

- Monsieur Christian CANTY, Président et Directeur Général de la Société Installux, est responsable de la mise en place du contrôle interne au sein du Groupe, des moyens mis en œuvre, et de son suivi ; il est assisté de Monsieur Gérard COSTAILLE, Directeur Général Délégué et de Monsieur Christophe CANTY, Directeur Général Délégué.
- Le Conseil d'Administration est responsable de l'élaboration des procédures, et doit veiller à leur application.
- En l'absence de Comité d'audit conformément à l'article 823-20 4° du code de commerce qui exempte les sociétés dites "Vamps", c'est la Direction Financière, placée sous l'autorité de Monsieur Sylvain MOYNE, qui est responsable de la fiabilité de l'information financière. Elle doit s'assurer que les procédures de collecte et de contrôle de l'information sont satisfaisantes, et mettre en œuvre les mesures nécessaires à la fiabilité des informations qu'elle communique.
- Le Contrôle de Gestion placé sous l'autorité de Monsieur Sylvain MOYNE réalise des missions de contrôle et d'audit tant dans les domaines financiers qu'opérationnels. Il veille au respect des procédures et met en place des indicateurs pour suivre les principaux risques identifiés. Il peut être amené à faire des recommandations ou des propositions d'amélioration auprès de la Direction Générale ou du Conseil d'Administration.
- La Direction Opérationnelle des filiales, placée selon le cas sous l'autorité de Monsieur Gérard COSTAILLE, de Monsieur Olivier CROS, de Monsieur Sylvain CHARRETIER, de Monsieur Christophe CANTY, de Monsieur Jean-Luc GIROUD ou de Monsieur Albert ARNAL GUSO, s'assure de l'application des procédures au sein des filiales.
- La Direction des Systèmes d'information sous l'autorité de Monsieur Christophe CANTY contribue à la fiabilité et à l'intégrité des données. Son expertise garantit la fiabilité des matériels et des différents logiciels utilisés dans le Groupe. La mise en place d'indicateurs permet de mieux suivre les risques.
- La politique de gestion des Ressources Humaines instaurée par la Direction Générale contribue au processus de contrôle interne en garantissant une adéquation entre les attentes du groupe et les connaissances et compétences des personnes recrutées. Elle participe également à la diffusion de l'information auprès du personnel par les instances représentatives ou par le biais de bulletins d'informations.
- Chaque employé du Groupe est impliqué au quotidien dans le processus de Contrôle Interne en cohérence avec son niveau de connaissance respectif et son accès à l'information. La Direction rappelle régulièrement les valeurs du Groupe à travers les messages repris dans les différents livrets (accueil, etc.) ou lettres d'informations (Finances Info, etc.).
- Les Commissaires aux comptes ne sont pas, dans le cadre de leur mission, partie prenante des dispositifs de contrôle interne. Ils ont accès aux différents documents et sont informés des travaux d'audit réalisés par le contrôle de gestion dans le cadre de ses missions de contrôle interne. Ils procèdent ponctuellement à des tests de procédure et sont amenés dans le cadre de leur mission à identifier des risques significatifs éventuels. Ils présentent leurs observations à la Direction Générale et au Conseil d'administration qui engagent des actions correctives.

#### 2) Diffusion d'informations pertinentes et fiables :

Les responsables comptables de chaque Société sont en charge de la collecte et du contrôle des informations financières ; ils établissent les comptes sociaux dans le respect des normes comptables en vigueur.

Le responsable de la consolidation veille au respect des règles établies par le Groupe pour le traitement de l'information.

Les comptes sociaux et consolidés sont établis sous la responsabilité de la Direction Financière qui fait appel à des Sociétés de Conseil pour la validation des comptes consolidés et l'évolution des normes IFRS.

Différents outils informatiques ou autres permettent une diffusion de l'information auprès des différents acteurs du Groupe en charge de faire appliquer les objectifs fixés par la Direction Générale. Le Contrôle de Gestion dans ses missions de Contrôle Interne s'assure de la fiabilité des informations diffusées.

#### 3) Gestion des risques :

La Direction Générale du Groupe Installux a demandé aux différents acteurs du contrôle interne d'engager un processus de gestion des risques pouvant avoir un impact sur le Groupe.

Ce processus particulier suit une approche en trois étapes selon les activités suivantes :

- l'identification et l'analyse des risques,
- la gestion des risques,
- le suivi des risques.

Cette action doit aboutir à une matrice des risques au sein du Groupe. Les risques majeurs identifiés dans la cartographie des risques sont gérés par le Comité de Direction. Les autres risques continueront à faire l'objet d'un suivi rapproché par les différents acteurs du contrôle interne.

Certains risques font déjà l'objet d'une couverture soit par des processus internes (risques opérationnels par exemple), soit par le biais de polices d'assurance.

### III - PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE

#### 1) Principe :

Le contrôle interne est centralisé au niveau de la Direction Financière du Groupe, mais son application et son suivi sont décentralisés auprès des Directions de filiales ou des Directions transverses.

Le Contrôle de Gestion dans sa mission de Contrôle interne valide l'application des procédures par les différents acteurs à tous les niveaux.

#### 2) Procédures relatives à l'élaboration de l'information comptable et financière :

Le système d'information repose sur un outil informatique performant, et des procédures simples et fiables.

Un suivi mensuel et l'établissement de comptes semestriels concourent à la fiabilité de l'information financière, et permettent d'apporter les corrections nécessaires rapidement en cas de dérive constatée.

L'établissement des comptes consolidés du Groupe répond aux mêmes règles de contrôle que les comptes sociaux.

#### 3) Autres procédures :

- Procédures d'achat et d'approvisionnement :

Les procédures mettent en permanence l'accent sur le processus d'autorisation et sur la séparation des fonctions.

Pour les achats d'investissement, le Groupe a mis en place une procédure d'approbation depuis la validation de la demande d'investissement jusqu'au règlement de la facture fournisseur.

Pour les autres achats, la procédure de validation repose sur un rapprochement de la facture avec la preuve de la livraison et le tarif négocié avec le fournisseur.

Une attention particulière est portée aux fournisseurs de matières stratégiques pour le Groupe comme l'aluminium ou la sous-traitance de laquage. Ces achats sont sous la responsabilité de Monsieur Gérard COSTAILLE, Directeur Général Délégué du Groupe. Les fournisseurs concernés font égale-



## RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES TRAVAUX DU CONSEIL ET LE CONTRÔLE INTERNE

ment l'objet d'un suivi par le Credit Manager qui s'assure de leur équilibre financier et de leur pérennité.

### • Procédures de vente :

Les procédures de vente suivent des règles communes pour toutes les filiales du Groupe. Elles sont néanmoins adaptées en fonction des particularités des marchés de chaque société.

Les principes communs couvrent en particulier :

- la validité des prix de vente et des conditions commerciales (processus d'établissement des tarifs, schémas d'autorisation des politiques de prix spécifiques, etc.),
- la gestion des avoirs et la séparation des fonctions,
- le respect des périodes de comptabilisation, la séparation des exercices comptables et les procédures d'arrêt de période,
- la juste valeur des créances clients avec les procédures de calcul des provisions sur clients douteux.

### • Procédures logistique et de gestion des stocks :

La gestion des stocks couvre la conservation physique des biens, l'évaluation de ces derniers ainsi que le suivi des flux. Les procédures en place traitent ces différents aspects.

Les instructions transmises par la Direction du Groupe aux services logistiques incluent notamment :

- le contrôle des flux,
- la sécurisation des stocks par le respect des consignes de sécurité pour les actifs du Groupe et les personnels,
- le respect des procédures d'inventaire.

La valorisation des stocks est réalisée conformément aux règles Groupe décrites en annexe des comptes consolidés.

### • Procédures de gestion de la trésorerie :

La gestion de la trésorerie est principalement centralisée au niveau du département trésorerie du Groupe. Les procédures mises en place visent essentiellement à sécuriser la protection physique des moyens de paiement, l'établissement des réconciliations bancaires et la séparation des tâches.

Sur les comptes bancaires des Sociétés, les seules signatures autorisées sont celles de leurs représentants légaux et, par délégation, celles de Madame Nicole CANQUERY, Monsieur Christophe CANTY, Monsieur Sylvain MOYNE, ainsi que pour un montant limité Monsieur Jean-Luc GIROUD et Monsieur Albert ARNAL GUSO.

### 4) Activités de contrôle :

Tous les acteurs du contrôle internes et l'ensemble du personnel sont impliqués dans les activités de contrôle et le respect des règles et procédures édictées par le Groupe.

Le Contrôle de Gestion dans ses missions de contrôle interne procède également à des opérations de contrôle ponctuelles portant notamment sur :

- la validité et l'exhaustivité des opérations et des transactions réalisées sur les différents flux,
- la correcte évaluation et comptabilisation des opérations pour garantir la mise à disposition et la présentation d'une information fiable,
- le respect des procédures d'inventaire et de valorisation des stocks.

### IV - ÉVALUATION DES RISQUES

Le Conseil d'Administration vous a exposé, dans son rapport de gestion, les principaux risques et incertitudes auxquels la Société et ses filiales sont exposées. Au cours de l'année 2012 l'accent a notamment été mis sur :

### • Le risque client :

Le Groupe Installux, compte tenu d'un portefeuille client atomisé,

peut difficilement contracter une assurance crédit. La Direction Générale a donc fait le choix stratégique depuis de nombreuses années « d'auto-assurer » son compte client. Seuls les clients export sont couverts par une assurance crédit, tant pour les sociétés françaises que pour sa filiale au Moyen-Orient.

Ce choix implique un suivi rigoureux de la part du Credit Manager et un dialogue permanent entre la force de vente, le service recouvrement client et la Direction Commerciale de chaque filiale.

Des indicateurs permettent de suivre le coût assumé du risque client.

### • La sécurité des personnes :

Le travail débuté les années précédentes notamment en collaboration avec le CHSCT s'est poursuivi en 2012.

Un plan de pénibilité d'une durée de trois ans a été mis en place le 30 juin 2012 pour les sociétés concernées.

### • Le risque informatique :

La Direction Informatique et toute son équipe sont mobilisées pour garantir au Groupe Installux la protection et l'intégrité des données informatisées grâce notamment à l'utilisation de protections type pare-feu et d'outils de sauvegardes. Des tests sont effectués régulièrement pour contrôler leur efficacité.

### • Le risque environnemental :

Chaque responsable de site s'assure que les sociétés chargées de la collecte des déchets issus de leur activité respectent les normes en vigueur dans le pays ou elles exercent leur activité et sont habilitées à traiter les produits qui leur sont confiés.

### • L'assurance des biens et des risques d'exploitation :

La Direction Générale et la Direction Financière s'assurent régulièrement du niveau de couverture des différents contrats d'assurances.

### • Le respect des normes :

La Société France Alu Color certifiée QUALICOAT et QUALIMARINE fait l'objet de contrôles réguliers par l'organisme en charge de ce label.

### • Les délégations de signatures :

Elles sont du domaine réservé des dirigeants, qui, seuls, peuvent déléguer leur signature.

### V - ÉVOLUTIONS RÉCENTES ET PERSPECTIVES

Après trois ans d'évolution rapide des systèmes d'information, les années 2012 et 2013 sont et seront des années de consolidation. L'audit mené sur notre système d'information a débouché sur un plan d'action commencé en 2012 et qui se poursuivra en 2013.

Après une première approche top-down d'identification des risques, le Contrôle de Gestion va poursuivre sa démarche en 2013 avec cette fois une approche bottom-up, afin de compléter la cartographie des risques.

Le Groupe a mis en place, en 2012, un nouveau logiciel de reporting, qui sera enrichi en 2013 pour être pleinement opérationnel en fin d'année.

Parallèlement, le Contrôle de Gestion poursuivra ses missions de contrôle interne et son rôle de coordination pour l'amélioration continue des procédures Groupe.

### Approbation du rapport et informations

Le présent rapport a été présenté au Conseil d'Administration et approuvé par ce dernier dans sa séance du 28 mars 2013.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ INSTALLUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2012

*Aux Actionnaires,*

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société INSTALLUX SA, et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre Société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

### **Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce.

### **Autres informations**

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de Commerce.

Fait à Lyon, le 26 avril 2013

**NOVANCES - DECHANT et Associés**  
*Société de Commissaires aux Comptes*  
*Membres de la Compagnie Régionale de Lyon*  
*Christophe ALEXANDRE, Représentant légal*

**MEUNIER et Associés**  
*devenu PREMIER MONDE*  
*Société de Commissaires aux Comptes*  
*Membres de la Compagnie Régionale de Lyon*  
*Patrick VELAY, Représentant légal*





**COMPTES CONSOLIDÉS  
DU GROUPE**

# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## COMPTE DE RÉSULTAT

NOTES	En K€	2012	2011
Note 5	<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>113 220</b>	<b>112 907</b>
	Achats consommés	- 53 874	- 55 801
	Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	866	511
Note 6	Charges de personnel	- 20 917	- 19 742
	Charges externes	- 23 388	- 22 876
	Impôts et taxes	- 1 317	- 1 274
	Dotation aux amortissements	- 3 228	- 3 539
Note 8	Dotation nette aux provisions	- 891	- 489
Note 9	Autres produits et charges d'exploitation (1)	32	- 450
	<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT</b>	<b>10 504</b>	<b>9 247</b>
Note 11	Autres produits et charges opérationnels non courants	- 676	- 557
	<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>	<b>9 827</b>	<b>8 690</b>
	Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	583	455
	Coût de l'endettement financier brut	- 42	- 34
Note 12.1	<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>541</b>	<b>421</b>
Note 12.2	Autres produits et charges financiers	6	- 9
Note 13	Charge d'impôt	- 3 619	- 3 654
	<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>6 755</b>	<b>5 448</b>
	. dont part du Groupe	6 676	5 454
	. dont part des intérêts minoritaires	79	- 7
Note 14	<b>Résultat par action (part du Groupe)</b>	<b>22,00</b>	<b>17,97</b>
Note 14	<b>Résultat dilué par action (part du Groupe)</b>	<b>22,00</b>	<b>17,97</b>

Il n'y a pas eu d'activité abandonnée sur la période, ni de filiale mise en équivalence.

(1) *Essentiellement pertes sur créances irrécouvrables (hors effet des dotations et reprises sur provisions).*

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

En K€	2012	2011
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ (REPORT)</b>	<b>6 755</b>	<b>5 448</b>
Autres éléments du résultat net global :		
. Ecart de conversion	- 3	16
<b>RÉSULTAT NET GLOBAL</b>	<b>6 752</b>	<b>5 464</b>
. dont part du Groupe	6 676	5 469
. dont part des intérêts minoritaires	76	- 5

# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

### ACTIF

NOTES	En K€	2012	2011
Note 15.1	Ecarts d'acquisition	632	632
Note 15.3	Immobilisations incorporelles	285	540
Note 15.4	Immobilisations corporelles	17 124	17 566
Note 15.5	Actifs financiers non courants	747	687
Note 15.6	Autres actifs non courants	92	92
Note 25	Impôts différés actifs nets	966	400
	<b>TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>19 845</b>	<b>19 916</b>
Note 16.1	Stocks	19 160	18 266
Note 16.2	Clients	18 023	19 651
	Créances d'impôt sur les sociétés	395	447
Note 16.4	Autres actifs courants	1 537	1 699
Note 17	Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 831	16 883
	<b>TOTAL DES ACTIFS COURANTS</b>	<b>59 947</b>	<b>56 945</b>
	<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>79 792</b>	<b>76 861</b>

### PASSIF

NOTES	En K€	2012	2011
Note 18	Capital	4 856	4 856
	Prime de fusion	877	877
	Réserves et résultats consolidés	53 870	49 622
	<b>Capitaux propres - Part du Groupe</b>	<b>59 602</b>	<b>55 355</b>
	Intérêts minoritaires	85	67
	<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>59 687</b>	<b>55 422</b>
Note 19	Engagements au titre des pensions et retraites	1 017	820
Note 20.1	Provisions non courantes		
Note 21.2	Dettes financières non courantes	1	5
Note 25	Impôts différés passifs nets		
	<b>PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>1 019</b>	<b>825</b>
Note 20.2	Provisions courantes	898	44
Note 21.2	Dettes financières courantes	2 011	2 754
	Dettes fournisseurs	9 695	11 492
	Dettes d'impôt sur les sociétés	813	510
Note 22	Autres passifs courants	5 669	5 815
	<b>PASSIFS COURANTS</b>	<b>19 086</b>	<b>20 614</b>
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>79 792</b>	<b>76 861</b>

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE NETTE

NOTES	En K€	2012	2011
	<b>Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)</b>	<b>6 755</b>	<b>5 448</b>
	Amortissements et provisions (hors actif circulant), dont variation des engagements au titre des indemnités de fin de carrière	4 955	4 249
	Plus ou moins-values de cessions	- 144	29
Note 12.1	Coût de l'endettement financier net (excédent)	- 541	- 421
	Charge d'impôt (y compris impôts différés)	3 619	3 654
	Autres		- 94
	<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>14 645</b>	<b>12 865</b>
	Impôts versés	- 4 185	- 3 761
Note 16.1	Variation des stocks	- 895	- 2 487
Note 16.2	Variation du poste clients	1 511	- 661
	Variation du poste fournisseurs	- 1 516	- 3 454
	Variation des autres actifs et passifs courants	583	455
	<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>- 4 502</b>	<b>- 9 907</b>
	<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ</b>	<b>10 143</b>	<b>2 958</b>
Note 15.2	Acquisition d'immobilisations	- 3 843	- 7 078
	Cession d'immobilisations	342	42
	<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>- 3 501</b>	<b>- 7 036</b>
	Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	- 2 428	- 2 428
	Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	- 59	
	Souscription d'emprunts		
	Remboursement d'emprunts	- 4	- 4
	Intérêts financiers nets versés (excédent)	541	421
	<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>- 1 950</b>	<b>- 2 011</b>
	Incidence des variations de cours des devises	- 1	6
	<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>4 691</b>	<b>- 6 083</b>
Note 17	<b>TRÉSORERIE NETTE AU DÉBUT DE LA PÉRIODE</b>	<b>14 133</b>	<b>20 216</b>
Note 17	<b>TRÉSORERIE NETTE DE CLÔTURE</b>	<b>18 824</b>	<b>14 133</b>

La variation de la trésorerie nette de + 4 691 K€ provient essentiellement d'une trésorerie générée par l'activité largement excédentaire, la variation du besoin en fonds de roulement hors impôt étant quasiment nulle ; pour rappel, en 2011, le lancement de l'activité d'extrusion avait lourdement pesé sur ce poste. Les investissements ont d'autre part été réduits par rapport aux exercices précédents.



# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

NOTES	En K€	Capital	Prime de fusion	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Total part Groupe	Minoritaires	Total
	<b>CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2011</b>	4 856	877	53	46 528	52 314	73	52 387
	Résultat net global			14	5 454	5 469	- 5	5 464
	Dividendes				- 2 428	- 2 428		- 2 428
	<b>CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2011</b>	4 856	877	68	49 554	55 355	67	55 422
	Résultat net global				6 676	6 676	76	6 752
	Dividendes				- 2 428	- 2 428	- 59	- 2 487
	<b>CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2012</b>	4 856	877	68	53 802	59 602	85	59 687

Le total des réserves distribuables de la société mère représente 40 830 K€ des réserves du Groupe (hors résultat de la période) au 31/12/2012 contre 38 978 K€ au 31/12/2011.

Le dividende qui sera proposé lors de l'Assemblée Générale est de 8,00 € par action, soit un montant total de 2 428 K€, comme au titre de l'exercice précédent.

### NOTES ANNEXES

L'ensemble des informations données ci-après est exprimé en milliers d'euros, sauf indication contraire.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012. Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 28 mars 2013. Ces comptes seront

soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 13 juin 2013.

Installux est une société anonyme de droit français, située à Saint-Bonnet-de-Mure, et cotée sur le segment Eurolist C. L'activité du Groupe par métier est décrite note 2.6.

#### NOTE 1 – FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

##### 1.1 - Faits marquants

La Société Installux Extrusión Services (IES), dont la production avait démarré en janvier 2011 et s'était intensifiée en mai 2011, suite au recrutement d'une deuxième équipe de production, a vu le développement de son activité se poursuivre en 2012, avec l'arrivée d'une troisième équipe à compter de février. L'activité sertissage a par ailleurs démarré en janvier et une deuxième équipe a été adjointe dès le mois de février.

La Société Roche Habitat a procédé à une restructuration fin juin, la conduisant à reclasser 7 salariés chez sa société mère Installux, ainsi qu'à licencier 3 salariés.

Les tests de dépréciation effectués ont conduit à constater en 2012 une dépréciation complémentaire des immobilisations de Roche Habitat à hauteur de 636 K€, contre 593 K€ en 2011 (cf. note 15.4).

##### 1.2 - Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés

Aucune modification n'a été apportée aux comptes antérieurement publiés.

##### 1.3 - Événements postérieurs

Il n'y a pas d'événement postérieur susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes 2012.

#### NOTE 2 - PRINCIPES DE CONSOLIDATION ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

##### 2.1 - Référentiel comptable

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe Installux au 31 décembre 2012 ont été établis en appliquant le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2012 ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm)).

L'impact des normes, amendements et interprétations d'application obligatoire en 2012 (et notamment la norme IFRS 7 "informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers") ne sont pas applicables, ou n'ont pas d'impact significatif.

Le Groupe Installux a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne avant la date de clôture, et qui entrent en vigueur postérieurement à cette date, et notamment la norme IAS 19R sur les avantages au personnel, les normes liées aux méthodes de consolidation (IFRS 10 "états financiers consolidés", IFRS 11 "partenariats" et IFRS 12 "informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités"), et la norme IFRS 13 sur l'évaluation à la juste valeur des actifs non financiers, qui sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 (IAS 19R et IFRS 13) et du 1<sup>er</sup> janvier 2014 (normes de consolidation) :

- la norme IAS 19R sur les avantages au personnel sera d'application obligatoire à compter de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2013, de manière rétroactive, et se traduira par des changements importants dans le mode de comptabilisation des engagements de retraite. Ainsi, notamment, les écarts actuariels seront constatés en autres éléments du résultat global, alors qu'ils sont constatés en résultat net consolidé à ce jour. Pour information, les écarts actuariels (charges) se sont élevés à 80 K€ en 2012 et 91 K€ en 2011.

- le Groupe n'anticipe pas, compte tenu de l'analyse en cours, d'impact significatif sur les capitaux propres, en ce qui concerne les autres normes. Pour information, il n'existe pas de sociétés intégrées proportionnellement.

Le Groupe n'a pas utilisé de principes comptables contraires aux normes IFRS d'application obligatoire en 2012 et non encore adoptées au niveau européen. Il ne s'attend pas à ce que les normes, amendements et interprétations, publiés par l'IASB, mais non encore approuvés au niveau européen, aient une incidence significative sur ses états financiers.

##### 2.2 - Règles générales de présentation des états de synthèse

L'état de la situation financière est présenté selon le critère de distinction "courant/non courant" défini par la norme IAS 1. Ainsi, les provisions pour risques, les dettes financières et les actifs financiers sont ventilés entre la part à plus d'un an en "non courant" et la part à moins d'un an en "courant".

Le compte de résultat consolidé est présenté par nature, selon le modèle proposé par le Conseil National de la Comptabilité (CNC) dans sa recommandation n° 2009-R-03. Le Groupe met notamment en évidence un résultat opérationnel courant, déterminé selon les recommandations du CNC.

Le Groupe applique la méthode indirecte de présentation des flux de trésorerie, selon le format préconisé par le Conseil National de la Comptabilité (CNC) dans sa recommandation n° 2009-R-03.

##### 2.3 - Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer les avantages de ses activités. Il est présumé lorsque le Groupe détient plus de 50 % des droits de vote de l'entreprise contrôlée.

Les trois SCI propriétaires de l'immobilier d'exploitation ne sont pas incluses dans le périmètre de consolidation car il n'existe aucun engagement du Groupe envers ces sociétés, le parc immobilier ayant été acquis au moyen de financements bancaires assortis de cautions externes.

Les informations chiffrées concernant les SCI sont données note 28.2.

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation sont contrôlées exclusivement par la société Installux directement ou indirectement, et sont donc consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les soldes, transactions, provisions et résultats réalisés entre sociétés du Groupe sont éliminés en consolidation.

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est donnée en note 3.1.

## 2.4 - Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe clôturent leurs comptes au 31 décembre, date d'établissement des comptes consolidés du Groupe.

## 2.5 - Estimations de la direction

L'établissement des comptes consolidés implique que la direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur la valeur comptable de certains actifs, passifs, produits, charges, ainsi que sur les informations données en annexe.

Les estimations et hypothèses font l'objet de révisions régulières, et au minimum à chaque clôture d'exercice. Elles peuvent varier si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent, ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des tests de dépréciation, des provisions (provisions pour clients douteux, provisions pour engagements de retraite, provisions pour risques, etc.), et de l'activation des impôts différés.

La crise financière et économique accroît les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait à la date de clôture, après prise en compte des événements postérieurs à la clôture, conformément à la norme IAS 10.

Le Groupe Installux n'a pas constaté sur l'exercice une évolution importante du niveau des incertitudes liées à ces estimations et hypothèses, à l'exception du taux d'actualisation utilisé pour l'estimation des engagements de retraite : en effet, la volatilité des taux est très importante, les taux sans

risques utilisés ont fortement diminué en 2012, malgré un environnement économique et financier difficile, pour se situer à un niveau historiquement bas. Cette forte baisse a entraîné une augmentation significative des engagements de retraite et assimilés (cf. note 19).

## 2.6 - Information sectorielle

L'analyse des critères prévus par la norme IFRS 8 relative à l'information sectorielle a conduit à l'identification des secteurs d'activité suivants (sans changement par rapport à l'année précédente) :

- l'activité bâtiment et amélioration de l'habitat,
- l'activité produits habitat prêts à la pose,
- l'activité aménagement d'espaces,
- l'activité traitement de surface,
- l'activité extrusion aluminium.

En effet, cette segmentation correspond bien à celle retenue par l'organe de direction du Groupe pour suivre les performances du Groupe dans les reportings internes réguliers. L'analyse effectuée à la clôture n'a pas conduit à modifier cette segmentation sur les exercices présentés.

La répartition des entités juridiques par secteurs opérationnels est donnée en note 3, et les informations sectorielles sont données en note 4.

## 2.7 - Méthodes de conversion en devises

### Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change de la transaction. Les écarts entre le cours de change à l'origine et le cours de règlement sont constatés en résultat.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis à la clôture de l'exercice au taux de change en vigueur à cette date. Les écarts de conversion en résultat sont inscrits au compte de résultat. Les écarts de change constatés sur les créances et dettes inter-compagnies sont maintenus en résultat en consolidation.

Les écarts de change sont rattachés au compte de résultat à la rubrique correspondante du résultat opérationnel, s'ils se rattachent à des opérations commerciales (achats, ventes, ...) et en coût de l'endettement financier, s'ils se rattachent à des placements ou à des dettes financières.

Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments de couverture de change, compte tenu de l'exposition non significative au risque de change.

### Conversion des états financiers des sociétés étrangères

La monnaie de fonctionnement des filiales étrangères du Groupe correspond à la monnaie locale en vigueur.

Le Groupe n'a pas de filiales situées dans un pays hyperinflationniste.

La conversion des comptes des filiales étrangères dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro, s'effectue de la manière suivante :

- tous les éléments d'actif et de passif (hors composantes des capitaux propres) sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice,
- les composantes des capitaux propres sont converties au cours historique,

# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

- l'ensemble des produits et des charges est converti au cours moyen de la période,
- les variations des écarts de conversion constatées sur les capitaux propres d'ouverture et sur le résultat de l'exercice sont inscrites en autres éléments du résultat global et sont présentées distinctement dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés. La réserve de conversion est constatée en résultat lors de la cession de la filiale.
- les écarts d'acquisition liés à l'acquisition d'une société étrangère sont libellés dans la devise de la filiale.
- lorsqu'une filiale étrangère distribue des dividendes, l'élimination de ces derniers se fait au taux du jour de la distribution. La contrepartie avec les réserves consolidées accumulées les exercices précédents est constatée en autres éléments du résultat global.

## 2.8 - Ecarts d'acquisition

Les fonds de commerce acquis et non identifiables séparément selon les critères de la norme IAS 38 sont traités comme des écarts d'acquisition.

En application de la norme IFRS 1, les goodwill et fonds commerciaux ont été figés pour leur montant net existant au 1<sup>er</sup> janvier 2004. Les amortissements cumulés à cette date ont été compensés avec les valeurs brutes.

Les principes présentés ci-dessous sont ceux définis par la norme IFRS 3 révisée, applicable de manière obligatoire pour les acquisitions réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Les regroupements d'entreprises intervenus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique l'évaluation des actifs et des passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur, en conformité avec les règles prévues par la norme IFRS 3. Dans le cas d'une prise de contrôle, la différence entre le coût d'acquisition des titres, et la quote-part acquise de la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition, est comptabilisée en écarts d'acquisition. La détermination des justes valeurs et des écarts d'acquisition est finalisée dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition. Dans ce délai, les écarts d'acquisition sont présentés en en-cours. Les modifications intervenues après cette date sont constatées en résultat, y compris les impôts différés actifs.

Le coût de l'acquisition correspond au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie, actualisé le cas échéant en cas d'impact significatif, majoré des ajustements de prix considérés comme probables et pouvant être mesurés de façon fiable. Il n'intègre pas les coûts externes directement attribuables à l'acquisition, constatés immédiatement en charges.

Les écarts d'acquisition sont rattachés à une unité génératrice de trésorerie lors de l'acquisition, en fonction des synergies attendues par le Groupe.

Les écarts d'acquisition négatifs sont comptabilisés immédiatement en résultat.

Le Groupe évalue les intérêts minoritaires lors d'une prise de contrôle soit à leur juste valeur (méthode du goodwill complet), soit sur la base de leur quote-part dans l'actif net de la société acquise (méthode du goodwill partiel). L'option est prise pour chaque acquisition.

En cas d'acquisition de minoritaires après la prise de contrô-

le, la différence entre le prix payé et la quote-part de capitaux propres acquise est constatée directement en réserves consolidées. De même, en cas de cession sans perte du contrôle, l'impact est constaté directement en réserves consolidées.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet de tests de dépréciation chaque année selon les principes généraux définis dans la note 2.13. Les dépréciations constatées ne peuvent être reprises en résultat avant la cession de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle le goodwill est rattaché.

## 2.9 - Réévaluation

Le Groupe n'a pas opté pour la réévaluation des actifs incorporels et corporels.

## 2.10 - Immobilisations incorporelles

### 2.10.1. Frais de recherche et développement (autres que les dépenses de logiciels)

Le Groupe n'engage aucun frais de recherche.

Les frais de développement, s'ils sont significatifs, sont immobilisés lorsque les 6 critères définis par la norme IAS 38 sont respectés : faisabilité technique, intention d'achever, utiliser ou vendre, capacité à utiliser ou à vendre, avantages économiques probables, disponibilité des ressources et capacité à évaluer de manière fiable les dépenses liées au projet.

### 2.10.2. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constatées au coût d'acquisition, frais accessoires inclus. Les immobilisations incorporelles sont toutes à durée de vie définie et, par conséquent, amorties sur la durée d'utilité attendue, de manière linéaire.

Elles sont essentiellement constituées de logiciels, amortis linéairement sur une durée comprise entre 1 et 10 ans, selon qu'il s'agisse de logiciels de bureautique ou d'exploitation. Seules les dépenses de développement internes et externes liées aux phases d'analyse organique, de programmation, tests, jeux d'essai et de documentation destinée à l'utilisateur sont immobilisées, lorsque les critères définis par la norme IAS 38 sont respectés. Les projets informatiques sont amortis à compter de la date de mise en service des différents lots.

## 2.11 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations figurent dans l'état de la situation financière à leur coût d'acquisition, majoré des frais accessoires et des autres coûts directement attribuables à l'actif.

Les immobilisations corporelles sont ventilées en composants, lorsque les différences de durée d'utilisation attendue entre les composants et la structure principale peuvent être déterminées dès l'origine de manière fiable, et lorsque le montant correspondant est supérieur au seuil de matérialité déterminé par le Groupe.

La mise en œuvre de la norme IAS 23 n'a pas conduit à activer de frais d'emprunts, en l'absence d'emprunts significatifs, et/ou d'actifs éligibles.

Les immobilisations corporelles sont à durée de vie définie, à l'exception des terrains.

# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

La base amortissable des immobilisations corporelles est constituée par la valeur brute, les valeurs résiduelles étant non déterminables ou non significatives. Un amortissement est constaté selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation attendue par le Groupe.

Les principales durées d'utilisation sont les suivantes :

- Matériel et outillage : 5 à 15 ans
- Matériel de stockage : 10 à 20 ans
- Matériel de manutention : 7 à 15 ans
- Agencements divers : 10 à 20 ans
- Présentoirs : 5 ans
- Show room : 3 ans
- Matériel de transport : 4 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 à 7 ans
- Mobilier : 5 à 15 ans

Les modalités d'amortissement sont révisées chaque année. Les modifications sont constatées de manière prospective, lorsque l'impact est significatif.

Une dépréciation est constatée, le cas échéant, lorsque la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable (cf. note 2.13).

Le Groupe ne détient pas d'immeuble de placement.

## 2.12 - Contrats de location

Les contrats de location sont immobilisés lorsqu'ils sont qualifiés de location-financement, c'est à dire lorsqu'ils ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des biens loués.

La qualification d'un contrat s'apprécie au regard des critères définis par la norme IAS 17 (ex : transfert automatique de propriété, existence d'une option d'achat intéressante...). Les contrats de location-financement ne sont retraités que lorsque l'impact est significatif. Ils sont constatés à l'actif et amortis selon les règles applicables à la nature du bien, la contrepartie étant constatée en dettes financières. Les charges de loyers sont ventilées entre la part liée au remboursement de l'emprunt, constatée en diminution de la dette, et la part liée aux frais financiers, reclassée en coût de l'endettement financier net.

Les contrats de location simple ne sont pas retraités à l'actif. Les charges de loyers sont maintenues en charges opérationnelles.

## 2.13 - Tests de dépréciation

Des tests de dépréciation sont réalisés chaque année, pour tous les actifs non amortis (actifs à durée de vie indéfinie) et pour les actifs amortis lorsqu'il existe des indices de perte de valeur. Les actifs à durée de vie indéfinie concernent uniquement les écarts d'acquisition et les terrains.

L'analyse des dépréciations est réalisée en fonction des actifs testés, soit au niveau des actifs individuels, soit au niveau des unités génératrices de trésorerie (plus petit groupe identifiable d'actifs générant des entrées de flux largement indépendants de ceux générés par les autres groupes). Les UGT correspondent aux entités juridiques ; la décomposition en UGT est cohérente avec l'information

sectorielle. Il existe à ce jour 8 UGT. Les goodwill sont testés au niveau le plus fin de suivi par la direction, qui correspond aux entités juridiques.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur recouvrable de l'actif ou du groupe d'actif est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable est égale à la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des frais de cession lorsqu'elle peut être mesurée de manière fiable et la valeur d'utilité. En pratique, les tests sont réalisés à ce jour par rapport à la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, attendus de l'utilisation continue des actifs et de leur sortie à la fin de l'utilisation prévue par l'entreprise. Elle ne prend pas en compte l'impact de la structure financière, les investissements de croissance, ni les restructurations non engagées.

Les dépréciations constatées sur une unité génératrice de trésorerie sont imputées en priorité sur les écarts d'acquisition, puis sur la valeur des autres composants de l'unité, dans la limite de leur valeur recouvrable, lorsque celle-ci peut être déterminée de manière fiable. Les dépréciations viennent modifier les bases amortissables, lorsque l'impact est significatif.

Les dépréciations sur les goodwill sont irréversibles, sauf en cas de cession.

Les principaux paramètres retenus sont indiqués ci-dessous :

- les prévisions sont réalisées par la direction sur les années 2013 à 2015. Elles sont ensuite projetées à partir des flux 2015 sur les années 2016 et 2017 avec un taux de croissance de 1 % par an, comme en 2011,
- les flux liés à l'horizon explicite des années 2013 à 2017 sont actualisés à un taux compris entre 10,8 % et 14,3 % en 2012, contre 11,1 % à 14,3 % en 2011. Le taux d'actualisation est calculé en retenant un taux sans risque (taux des OAT), une prime de risque marché, un coefficient bêta et une prime de risque spécifique, qui peut varier selon les UGT en fonction des risques spécifiques identifiés. Le taux prend en compte un effet d'impôt. La prise en compte d'un taux avant impôt conduirait à un résultat similaire,
- la valeur terminale est déterminée en appliquant au flux prévisionnel de l'exercice 2017 le même taux d'actualisation que celui retenu pour les flux explicites et un taux de croissance à l'infini, compris selon les UGT entre 0 % et 1,5 % (entre 0,5 % et 1,5 % en 2011),
- comme en 2011, une prime de risque complémentaire est appliquée à l'UGT Roche Habitat, pour tenir compte du risque spécifique (cf. note 15.4), ce qui porte le taux d'actualisation à 14,3 % (idem 2011). Par ailleurs, il n'a pas été pris en compte par prudence de taux de croissance à l'infini sur cette UGT (0,5% en 2011).

Des tests sont effectués pour apprécier la sensibilité des valeurs déterminées à la variation de certaines hypothèses actuarielles (taux d'actualisation et taux de croissance à l'infini).

Les dépréciations sont constatées en priorité sur les écarts d'acquisition, puis pour la partie excédentaire, sur les autres éléments d'actifs, dans la limite de leur valeur recouvrable.



Les dépréciations constatées sur les écarts d'acquisition sont irréversibles. En cas de dépréciation constatée sur les actifs amortissables, les amortissements ultérieurs sont calculés de manière prospective sur la valeur nette comptable ajustée de la dépréciation.

Les mouvements de dépréciation sont comptabilisés selon le cas en résultat opérationnel, ou en autres produits et charges opérationnels non courants lorsque les critères d'affectation à cette rubrique sont respectés (cf. note 2.24).

### 2.14 - Actifs financiers non courants

Les actifs financiers sont constitués essentiellement de dépôts et cautionnements considérés comme des actifs constatés selon la méthode du coût (cf. note 2.21 sur les instruments financiers).

Une dépréciation est constatée, lorsque les flux de trésorerie attendus sont inférieurs à la valeur comptable.

### 2.15 - Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation.

Les stocks sont essentiellement constitués de marchandises et de matières premières.

Le coût d'acquisition est calculé selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré, ou du dernier prix d'achat pour la Société France Alu Color.

Une dépréciation est constatée le cas échéant en tenant notamment compte des perspectives de vente pour les produits destinés à être vendus, de l'obsolescence ou du taux de rotation pour les références non destinées à être vendues en l'état.

### 2.16 - Créances clients, autres actifs financiers courants et règles de constatation du chiffre d'affaires

Les créances commerciales sont enregistrées initialement à leur juste valeur, qui en pratique est proche de leur valeur nominale.

Une dépréciation est constatée lorsque les flux de règlement attendus estimés à la clôture sont inférieurs à la valeur comptable. L'analyse du risque tient compte de critères tels que l'ancienneté de la créance, l'existence d'un litige, la situation financière du client, ou l'existence de couverture. Les taux de provision retenus sont de 100 % pour les clients en liquidation judiciaire, de 50 à 100 % pour les clients en redressement judiciaire, et de 20 à 100 % pour les clients en contentieux. Les critères de dépréciation n'ont pas été modifiés sur les exercices présentés. Les provisions sont constatées sur la part des créances non garanties (une garantie COFACE a été mise en place il y a plusieurs années sur les créances étrangères).

Le chiffre d'affaires est constaté lorsque l'essentiel des risques et avantages est transféré au client, lorsque le montant des revenus et des coûts associés peuvent être déterminés de manière fiable, et que les avantages économiques associés à la transaction iront au Groupe.

Les créances cédées dans le cadre de transactions de financement (ex : escompte en valeur) pour lesquelles le Groupe conserve un risque, sont maintenues en créances (cf. note 16.2).

### 2.17 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie comprend essentiellement des soldes bancaires et des valeurs mobilières de placement offrant une grande liquidité, une volatilité faible, dont la date d'échéance est généralement inférieure à 3 mois lors de leur acquisition (ou, en cas d'échéance initiale supérieure à 3 mois, susceptibles d'être résiliés sans indemnité significative) et présentant un risque de perte de valeur marginal. Ils comprennent essentiellement des fonds monétaires en euros, des comptes à terme, des certificats de dépôt négociables et des comptes courants créditeurs avec la société Financière CCE, répondant à la définition de trésorerie.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont constatées en produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

### 2.18 - Avantages accordés au personnel

#### Avantages à court terme

• Les avantages à court terme (salaires, charges sociales, congés payés,...) sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel. Les sommes non payées à la clôture de l'exercice figurent en autres passifs courants.

#### Avantages postérieurs à l'emploi

• Régimes à cotisations définies : ils correspondent aux régimes de retraite légale et complémentaire. L'obligation du Groupe est limitée au versement de cotisations. Ces cotisations sont constatées en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel. Les sommes non payées à la clôture de l'exercice figurent en autres passifs courants.

• Régimes à prestations définies : les risques actuariels incombent au Groupe. Ils correspondent aux engagements de fin de carrière définis par les conventions collectives. L'engagement est calculé en retenant l'hypothèse d'un départ à l'initiative des salariés, selon la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte d'hypothèses actuarielles (taux de mortalité, taux de turn over, taux d'actualisation et taux d'augmentation de salaire). Le détail des hypothèses actuarielles retenues est communiqué en note 19.

Le Groupe a opté pour la comptabilisation immédiate en résultat des écarts actuariels.

L'engagement est constaté dans l'état de la situation financière en passif non courant, pour le montant de l'engagement total, éventuellement ajusté du coût des services passés différés (en cas de modification importante du régime). Il n'existe pas de coûts différés à ce jour.

Le Groupe n'externalise pas la gestion et le financement des indemnités de départ à la retraite auprès d'un fonds extérieur.

La charge de l'exercice est constatée intégralement au compte de résultat en charge opérationnelle, la ventilation de la charge entre ses différentes composantes est donnée en annexe (coût des services rendus, coût financier, indemnités versées, écarts actuariels,...).

### Autres avantages à long terme

Il n'y a pas d'autres avantages à long terme, l'intéressement et la participation des salariés étant versés l'année suivante, à un fonds extérieur en ce qui concerne les sommes bloquées.

Les obligations du Groupe dans le cadre du DIF (droit individuel à la formation), sont considérées comme des passifs éventuels, en l'absence de surcoûts significatifs identifiés. Les droits acquis sont donnés pour information en note 20.3.

### Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail (exemple : indemnité de licenciement) sont comptabilisées dès la mise en œuvre d'une procédure.

### 2.19 - Provisions (hors engagement de retraite), actifs et passifs éventuels

Une provision doit être comptabilisée si le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, existant indépendamment d'actions futures du Groupe, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions comprennent essentiellement les provisions pour litiges, qui sont liées à des litiges commerciaux ou prud'homaux. Elles sont déterminées au cas par cas en fonction du risque estimé.

Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue et selon le montant. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées si l'impact est significatif.

Aucune provision pour restructuration n'a été constatée par le Groupe au 31 décembre 2012.

Il n'existe pas d'actifs et passifs éventuels sur l'exercice clos au 31 décembre 2012, en dehors du DIF (cf. notes 2.18 et 20.3).

### 2.20 - Imposition sur les bénéfices

#### Impôts exigibles

L'impôt exigible est celui calculé pour chacune des entités selon les règles fiscales leur étant applicables.

Il n'y a pas d'intégration fiscale au sein du Groupe.

Les impôts exigibles sont présentés distinctement en passifs courants.

Il n'existe pas de crédit d'impôt recherche.

#### Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en fonction des derniers taux d'impôt en vigueur à la date de clôture de chaque exercice, applicables à la période de reversement attendue. Ils ne sont pas actualisés.

Les impôts différés sont comptabilisés sur l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés, à l'exception de celles liées aux écarts d'acquisition, et aux bénéfices non distribués des sociétés consolidées (sauf lorsque la distri-

bution est prévisible). Les différences correspondent à des retraitements de consolidation, ou à des réintégrations / déductions fiscales temporaires.

Les actifs d'impôts différés relatifs aux déficits fiscaux reportables et autres différences temporaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où ils pourront être imputés sur des impôts différés passifs, ou sur des résultats futurs, déterminés en fonction des prévisions disponibles établies par la Direction, lorsque celles-ci peuvent être estimées de manière fiable. Les résultats futurs sont pris en compte par prudence dans la limite de 3 ans. Le Groupe a tenu compte des nouvelles dispositions applicables en France en matière d'utilisation des déficits fiscaux reportables.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés par entité fiscale, quelle que soit leur échéance, dès lors que l'entité fiscale a le droit de procéder à la compensation de ses actifs et passifs d'impôts exigibles, et que les actifs et passifs d'impôts différés concernés sont prélevés par la même administration fiscale.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés en actifs et passifs non courants.

Les impôts différés calculés sur des éléments directement enregistrés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

La répartition entre impôt différé et impôt exigible est donnée en note 13.2.

Conformément à l'option donnée dans le communiqué du CNC du 14 janvier 2010, et dans l'attente d'une position de l'ANC, la CVAE (Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) et la CFE (Cotisation Foncière des Entreprises) sont présentées en charges opérationnelles, et non en impôt sur les sociétés. Par conséquent, aucun calcul d'impôt différé n'a été effectué.

### 2.21 - Instruments financiers

Les instruments financiers sont constitués des actifs financiers, des passifs financiers, et des dérivés.

Le Groupe n'a pas recours à des instruments dérivés.

Les règles de comptabilisation et d'évaluation des instruments financiers sont déterminées par rapport à la classification suivante, qui ne correspond pas à des rubriques identifiées de l'état de la situation financière :

- Actifs et passifs constatés au coût : cette rubrique correspond aux créances clients, aux dettes fournisseurs, aux dépôts et cautionnements et autres créances et dettes commerciales. Ces actifs et passifs financiers sont comptabilisés à l'origine à la juste valeur, qui en pratique est proche de la valeur nominale. Ils sont évalués à la clôture à leur valeur comptable, ajustée le cas échéant de dépréciations en cas de perte de valeur. Les règles détaillées d'évaluation ont été présentées ci-dessus dans des notes spécifiques.

- Actifs et passifs constatés au coût amorti pour les prêts et les dettes. La juste valeur à l'origine est proche de la valeur nominale. Ces instruments sont évalués à la clôture au coût d'origine, diminué des amortissements en capital déterminés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et ajustés le cas échéant de dépréciations en cas de perte de valeur. La valeur nette comptable à la clôture de l'exercice est proche de la juste valeur.



# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

• Actifs désignés en tant que “juste valeur par le résultat” : ils comprennent uniquement les valeurs mobilières de placement telles que SICAV ou FCP, qui font l’objet de valeurs liquidatives régulièrement. Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur à la date de clôture, les écarts de juste valeur étant constatés en résultat.

Il n’existe pas d’actifs détenus jusqu’à l’échéance et d’actifs disponibles à la vente.

Un tableau comparatif des justes valeurs des actifs par rapport à leur valeur comptable est donné en note 23.

Il n’a pas été effectué de reclassements d’actifs financiers en 2012 et 2011 entre les différentes catégories présentées ci-dessus.

Conformément à l’amendement d’IFRS 7, les instruments financiers sont présentés en 3 catégories, selon une hiérarchie de méthodes de détermination de la juste valeur.

## 2.22 - Chiffre d’affaires

Le chiffre d’affaires est constaté selon les règles définies à la note 2.16 ci-dessus. Il comprend le résultat de change lié aux ventes. Les escomptes pour paiement comptant sont présentés en diminution du chiffre d’affaires.

Les produits constatés dans les comptes individuels qui ne sont pas la contrepartie d’une prestation réalisée vis-à-vis des tiers (production immobilisée, transferts de charges,...), sont présentés en diminution des charges correspondantes.

## 2.23 - Autres produits et charges d’exploitation

Les autres produits et charges d’exploitation comprennent :

- les pertes (ou gains) sur créances irrécouvrables,
- les produits et charges divers de gestion,
- les résultats de cession des outils clients.

## 2.24 - Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants correspondent à des produits et charges inhabituels, peu fréquents et de montant significatif, tels que :

- les résultats de cession des actifs à caractère non courant, à l’exception des outils clients,
- les dépréciations des écarts d’acquisition, des immobilisations corporelles et incorporelles répondant à cette définition,
- le résultat de cession des sociétés consolidées,
- les coûts nets liés à des restructurations.

## 2.25 - Coût de l’endettement financier net et autres produits et charges financiers

Le coût de l’endettement financier net comprend le coût de l’endettement financier brut (intérêts sur emprunts, sur contrats de location-financement, etc,...), diminué des produits de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Les autres produits et charges financiers sont principalement constitués des gains et pertes de change sur comptes courants intra-groupe.

## 2.26 - Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net “part du Groupe” par le nombre moyen pondéré d’actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Il n’existe pas d’instruments dilutifs.

## 2.27 - Tableau des flux de trésorerie

Le Groupe applique la méthode indirecte de présentation des flux de trésorerie, selon une présentation proche du modèle proposé par le CNC dans sa recommandation 2004-R-02. Les flux de trésorerie de l’exercice sont ventilés entre les flux générés par l’activité, par les opérations d’investissement et par les opérations de financement.

Le tableau des flux de trésorerie est établi notamment à partir des règles suivantes :

- la trésorerie est une trésorerie nette de la trésorerie passive et des comptes courants répondant à la définition de la trésorerie,
- les plus et moins-values sont présentées pour leur montant net d’impôt, lorsque la société constate un impôt,
- les provisions sur actifs circulants sont constatées au niveau de la variation des flux d’exploitation du besoin en fonds de roulement, et sont rattachées aux postes d’actifs correspondants (stocks, clients, autres créances),
- la variation du poste “fournisseurs d’immobilisations” vient en déduction des acquisitions d’immobilisations. De même, la variation des créances sur cessions d’immobilisations vient en déduction du prix de cession des immobilisations,
- l’incidence des variations de périmètre est présentée pour un montant net dans les flux d’investissement. Elle correspond au prix effectivement payé au cours de l’exercice, ajusté de la trésorerie active / passive acquise,
- les flux liés aux intérêts versés et reçus sont classés en flux générés par l’activité.

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## NOTE 3 - PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

### 3.1 - Sociétés consolidées :

Le périmètre du Groupe, ventilé par secteur opérationnel, est présenté dans le tableau ci-dessous :

Sociétés	N° Siret	Activité	Pays	% d'intérêt au 31/12/2012	% d'intérêt au 31/12/2011
<b>BÂTIMENT ET AMÉLIORATION DE L'HABITAT</b>					
SA Installux (société mère)	963 500 905 00038	Profilés et composants aluminium	France	100	100
SA Installux Trading Export (ITE) (1)		Activité de trading	Suisse	100	100
Installux Gulf (filiale à 51 % d'ITE) (1)		Offre Groupe	Bahreïn	51	51
<b>PRODUITS HABITAT PRÊTS A LA POSE</b>					
SAS Roche Habitat	955 509 112 00061	Produits habitat prêts à la pose	France	100	100
<b>AMÉNAGEMENT D'ESPACES</b>					
SAS Sofadi-Tiaso	659 835 433 00031	Agencement/Cloisons	France	100	100
<b>TRAITEMENT DE SURFACE</b>					
SAS France Alu Color	351 500 368 00011	Traitement de surface	France	100	100
<b>EXTRUSION ALUMINIUM</b>					
SL Installux Extrusión Services		Extrusion aluminium	Espagne	100	100
<b>DIVERS</b>					
Sarl IMG	399 401 868 00019	Management	France	100	100

(1) Par simplification, les Sociétés ITE et Installux Gulf ont été affectées au secteur Bâtiment et amélioration de l'habitat.

Les % de contrôle sont identiques aux % d'intérêt.

Toutes les sociétés sont consolidées par intégration globale.

### 3.2 - Evolution du périmètre :

Aucune évolution du périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice 2012.

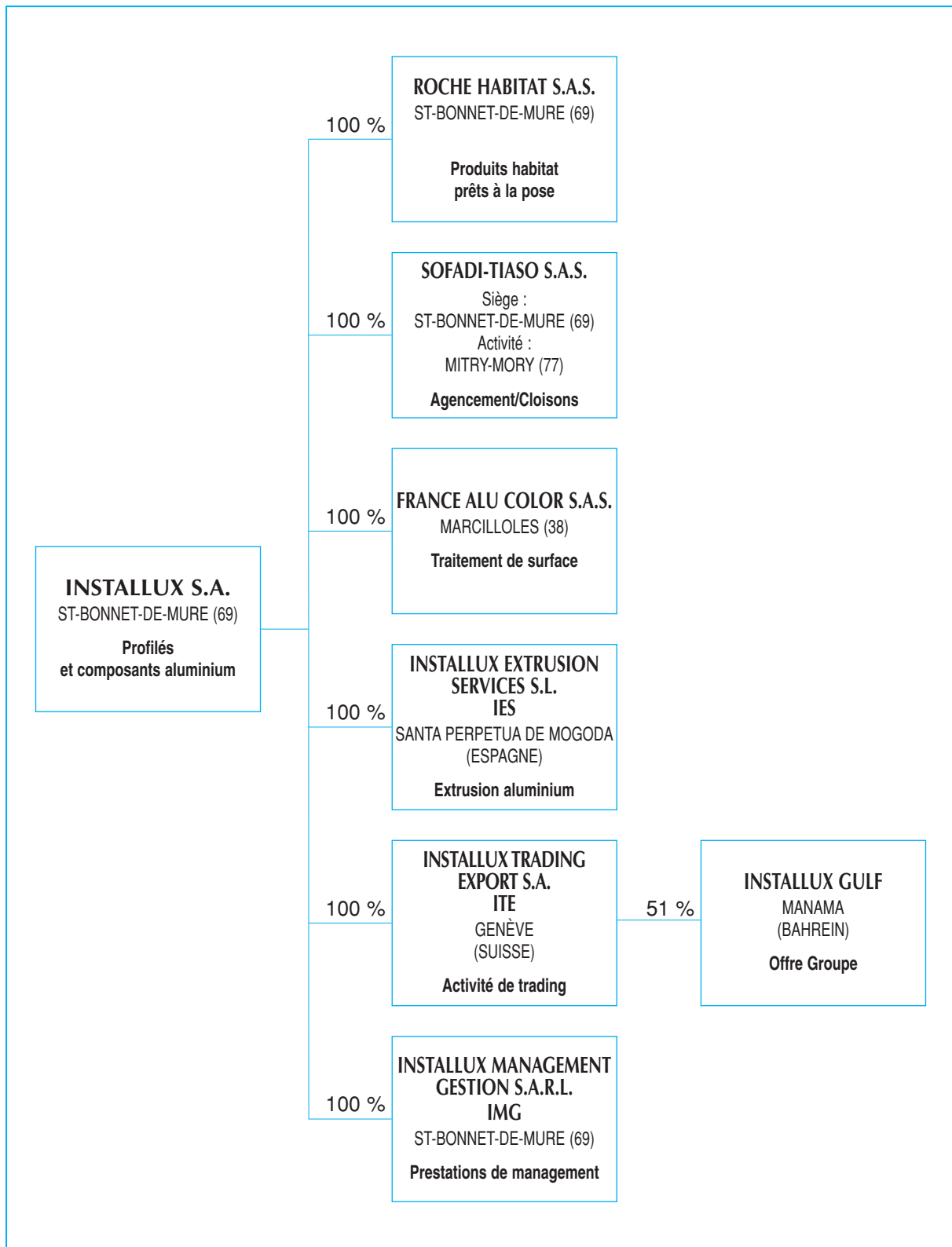
### 3.3 - Engagement de rachat accordé aux minoritaires :

Il n'existe aucun engagement de cette nature dans le Groupe.

# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## 3.4 - Organigramme :



# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## NOTE 4 - INFORMATION SECTORIELLE

2012	Bâtiment Amélioration habitat	Produits habitat prêts à la pose	Aménagement d'espaces	Traitement de surface (2)	Extrusion aluminium (3)	Eliminations et divers	Consolidé
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>83 537</b>	<b>7 597</b>	<b>14 235</b>	<b>14 171</b>	<b>21 262</b>	<b>- 27 582</b>	<b>113 220</b>
Dont revenus externes	81 750	6 773	14 218	6 010	4 099	370	113 220
Dont revenus internes (entre secteurs)	1 787	825	17	8 161	17 163	- 27 952	
<b>RÉSULTAT SECTORIEL (1)</b>	<b>8 402</b>	<b>- 863</b>	<b>477</b>	<b>1 604</b>	<b>1 170</b>	<b>- 286</b>	<b>10 504</b>
Autres produits et charges opérationnels non courants						- 676	- 676
Produits financiers nets						547	547
Impôts						- 3 619	- 3 619
<b>RÉSULTAT NET</b>							<b>6 755</b>

Actifs sectoriels	77 638	2 916	15 076	10 945	9 058	- 35 841	79 792
Passifs sectoriels	25 056	1 192	1 208	3 094	9 234	- 19 678	20 105
<b>INVESTISSEMENTS (HORS FINANCIERS)</b>	<b>1 704</b>	<b>248</b>	<b>103</b>	<b>517</b>	<b>822</b>		<b>3 394</b>

Dotation aux amortissements	- 1 573	- 105	- 163	- 810	- 568	- 8	- 3 228
Charges calculées hors amortissements	- 609	66	- 59	- 265		- 24	- 891

2011	Bâtiment Amélioration habitat	Produits habitat prêts à la pose	Aménagement d'espaces	Traitement de surface (2)	Extrusion aluminium (3)	Eliminations et divers	Consolidé
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>83 106</b>	<b>8 201</b>	<b>15 710</b>	<b>13 843</b>	<b>10 719</b>	<b>- 18 671</b>	<b>112 907</b>
Dont revenus externes	81 711	8 134	15 682	5 413	1 641	327	112 907
Dont revenus internes (entre secteurs)	1 395	67	28	8 430	9 078	- 18 998	
<b>RÉSULTAT SECTORIEL (1)</b>	<b>7 160</b>	<b>- 766</b>	<b>1 251</b>	<b>1 856</b>	<b>- 314</b>	<b>59</b>	<b>9 247</b>
Autres produits et charges opérationnels non courants						- 557	- 557
Produits financiers nets						412	412
Impôts						- 3 654	- 3 654
<b>RÉSULTAT NET</b>							<b>5 448</b>

Actifs sectoriels	59 136	3 788	15 184	9 741	6 551	- 17 538	76 861
Passifs sectoriels	25 521	1 421	1 357	2 972	7 819	- 17 651	21 439
<b>INVESTISSEMENTS (HORS FINANCIERS)</b>	<b>4 228</b>	<b>462</b>	<b>302</b>	<b>825</b>	<b>1 609</b>	<b>25</b>	<b>7 451</b>

Dotation aux amortissements	- 2 000	- 232	- 162	- 769	- 371	- 5	- 3 539
Charges calculées hors amortissements	- 392	- 227	89				- 530

(1) Résultat opérationnel courant

(2) Le client Installux représente 57 % du chiffre d'affaires du secteur en 2012 et 60 % en 2011.

(3) Le client Installux représente 62 % du chiffre d'affaires du secteur en 2012 et 77 % en 2011 et le client Sofadi-Tiaso représente 18 % du chiffre d'affaires du secteur en 2012 et 7 % en 2011.

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## NOTE 5 - CHIFFRE D'AFFAIRES

	2012	2011
<b>France :</b> Ventes	103 301	104 001
Produits accessoires	3 215	3 484
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>106 516</b>	<b>107 485</b>
<b>Export :</b> Ventes	6 344	5 172
Produits accessoires	360	250
<b>TOTAL EXPORT</b>	<b>6 704</b>	<b>5 422</b>
<b>TOTAL</b>	<b>113 220</b>	<b>112 907</b>

## NOTE 6 - CHARGES DE PERSONNEL

	2012	2011
Avantages à court terme (salaires, participation, intéressement)	- 14 377	- 13 774
Avantages à court terme (charges sociales) (1)	- 5 551	- 5 189
Autres avantages accordés au personnel	- 752	- 585
Indemnités de fin de carrière (2)	- 237	- 194
<b>TOTAL</b>	<b>- 20 917</b>	<b>- 19 742</b>

(1) Les régimes de retraite sont à cotisations définies.

(2) Correspondant aux montants versés au titre des engagements de fin de carrière, augmentés de la dotation nette aux provisions pour indemnités de fin de carrière : dotation nette de 198 K€ en 2012 (en lien avec la baisse du taux d'actualisation) et de 194 K€ en 2011 (cf. note 19).

## NOTE 7 - FRAIS D'ÉTUDES, DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Le total des frais constatés s'est élevé à 1 236 K€ en 2012 et 1 064 K€ en 2011.

La part engagée dans la phase de développement des projets identifiés remplissant l'ensemble des critères énoncés dans la note 2.10.1 ne représente pas un montant significatif susceptible d'être activé au titre des frais de développement (hors dépenses de logiciels).

## NOTE 8 - DOTATION NETTE AUX PROVISIONS

	2012	2011
Actifs courants	- 37	- 530
Risques et charges	- 854	40
<b>TOTAL</b>	<b>- 891</b>	<b>- 489</b>

La variation de la provision pour engagement de retraite est comptabilisée en frais de personnel (cf. note 6).

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## NOTE 9 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

	2012	2011
Pertes sur créances irrécouvrables nettes des rentrées sur créances amorties	- 166	- 452
Résultat net sur immobilisations corporelles cédées ou mises au rebut	144	- 29
Autres	54	31
<b>TOTAL</b>	<b>32</b>	<b>- 450</b>

## NOTE 10 - COÛT NET DES CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

	2012	2011
Pertes sur créances irrécouvrables nettes des rentrées sur créances amorties	- 166	- 452
Dotation provision clients douteux	- 696	- 853
Reprise provision clients douteux	766	695
<b>TOTAL</b>	<b>- 96</b>	<b>- 610</b>

L'impact net des clients douteux (dotation nette majorée des créances irrécouvrables) constaté en résultat représente 0,08 % du chiffre d'affaires en 2012, contre 0,54 % en 2011.

## NOTE 11 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

	2012	2011
Dotation provision pour dépréciation des immobilisations de l'UGT Roche Habitat	- 636	- 593
Dotation / reprise provision pour dépréciation des immobilisations corporelles de l'UGT Installux Gulf	- 41	36
<b>TOTAL</b>	<b>- 676</b>	<b>- 557</b>

## NOTE 12 - COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

### 12.1 - Coût de l'endettement financier net :

Le coût de l'endettement financier net est négatif (produit net) et s'élève à 541 K€ en 2012, contre 421 K€ en 2011. Ce poste comprend principalement les produits de comptes à terme et certificats de dépôt négociables, ainsi que les produits nets sur cessions de VMP.

### 12.2 Autres produits et charges financiers :

Ce poste ne comprend aucun élément significatif.

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## NOTE 13 - CHARGE D'IMPÔT

### 13.1 - Taux d'impôt :

Le taux d'impôt retenu pour le calcul des impôts différés de 33,33 % en 2012 est identique à 2011.

La société Installux Gulf n'est pas soumise à l'impôt.

Les variations de taux sont constatées en résultat.

### 13.2 - Détail de l'impôt comptabilisé :

	2012	2011
Impôt social	- 4 185	- 3 761
Impôt différé	566	107
<b>TOTAL</b>	<b>- 3 619</b>	<b>- 3 654</b>

### 13.3 - Rapprochement impôt théorique / impôt réel :

	2012		2011	
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>	<b>10 375</b>		<b>9 101</b>	
<b>Impôt théorique calculé selon le taux normal applicable en France</b>	<b>- 3 458</b>	<b>- 33,33 %</b>	<b>- 3 034</b>	<b>-33,33 %</b>
<b>ECARTS</b>				
Charges non déductibles et produits non imposables	- 302	- 2,91 %	- 239	- 2,63 %
Crédit d'impôt	20	0,19 %	19	0,21 %
Utilisation des déficits antérieurs	335	3,23 %		0,00 %
Pertes fiscales non utilisées ou non activées	- 53	- 0,51 %	- 141	- 1,55 %
Différences temporaires non activées	- 160	- 1 54 %	- 198	- 2,17 %
Différences de taux d'impôt	- 1	- 0,01 %	- 61	- 0,67 %
<b>IMPÔT CONSTATÉ</b>	<b>- 3 619</b>	<b>- 34,89 %</b>	<b>- 3 654</b>	<b>- 40,14 %</b>

Les pertes fiscales non activées concernent les Sociétés Roche Habitat et Installux Extrusión Services (cf. note 25).

Les différences temporaires non activées se rapportent aux dépréciations sur actifs amortissables de l'UGT Roche Habitat (cf. note 15.4).

## NOTE 14 - RÉSULTAT PAR ACTION

	2012	2011
Résultat net consolidé part du Groupe	6 676	5 454
Nombre d'actions ordinaires	303 500	303 500
Résultat net par action (€)	22,00	17,97

Le résultat de base est identique au résultat dilué par action, car il n'existe pas d'instrument dilutif.

# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## NOTE 15 - ACTIFS NON COURANTS

### 15.1 - Écarts d'acquisition

UGT	2012	2011
Sofadi-Tiaso (1)	583	583
Installux (ex. Installux Services) (2)	49	49
Roche Habitat (3)	475	475
<b>VALEUR BRUTE</b>	<b>1 107</b>	<b>1 107</b>
Roche Habitat	- 475	- 475
<b>DÉPRÉCIATION</b>	<b>- 475</b>	<b>- 475</b>
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>632</b>	<b>632</b>

(1) Secteur "Aménagement d'espaces".

(2) Secteur "Bâtiment / Amélioration de l'habitat".

(3) Secteur "Produits habitat prêts à la pose".

En dehors de l'écart d'acquisition de l'UGT Roche Habitat, déprécié à 100 % depuis 2009 (cf. note 15.4 infra), l'application des tests de dépréciation et des tests de sensibilité tels que définis note 2.13 n'a pas mis en évidence de scénarios probables susceptibles de conduire à une dépréciation.

### 15.2 - Acquisitions de l'exercice

	2012	2011
Actifs incorporels	125	496
Actifs corporels	3 270	6 954
Actifs financiers non courants	70	7
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations et divers	378	- 380
<b>TOTAL</b>	<b>3 843</b>	<b>7 078</b>

### 15.3 - Immobilisations incorporelles

	2011	Acquisitions/ dotations	Cessions/ reprises	Variations de change	Autres mouvements	2012
Concessions, brevets, licences (1)	1 618	122	- 208	- 1	315	1 847
Autres immobilisations incorporelles	3					3
Immobilisations en cours	331	3			- 315	18
<b>VALEUR BRUTE</b>	<b>1 952</b>	<b>125</b>	<b>- 208</b>	<b>- 1</b>		<b>1 869</b>
Concessions, brevets, licences	- 1 409	- 379	208	1		- 1 580
Autres immobilisations incorporelles	- 3					- 3
<b>AMORTISSEMENT ET DÉPRÉCIATIONS (a)</b>	<b>- 1 412</b>	<b>- 379</b>	<b>208</b>	<b>1</b>		<b>- 1 583</b>
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>540</b>					<b>285</b>

(1) Essentiellement des logiciels.

#### (a) dont dépréciations

Roche Habitat	- 14	- 278				- 291
<b>TOTAL</b>	<b>- 14</b>	<b>- 278</b>				<b>- 291</b>

Les acquisitions et cessions en 2011 s'élevaient respectivement à 496 K€ et 0 K€.



# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## 15.4 - Immobilisations corporelles

	2011	Acquisitions/ dotations	Cessions/ reprises	Variations de change	Autres mouvements	2012
Terrains et agencements	162		- 65			98
Constructions	206					206
Installations techniques	28 539	2 719	- 795	- 4	7	30 467
Installations techniques en location financement	852					852
Autres immobilisations corporelles	5 415	548	- 308	- 4	5	5 657
Avances et acomptes	12				- 12	
Immobilisations en cours		2				2
<b>VALEUR BRUTE</b>	<b>35 188</b>	<b>3 270</b>	<b>- 1 167</b>	<b>- 8</b>		<b>37 282</b>
Terrains et agencements	- 98					- 98
Constructions	- 100	- 38				- 138
Installations techniques	- 14 036	- 2916	727	4		- 16 221
Installations techniques en location financement	- 681	- 36				- 718
Autres immobilisations corporelles	- 2 707	- 535	254	4		- 2 984
<b>AMORTISSEMENT ET DÉPRÉCIATION (a)</b>	<b>- 17 622</b>	<b>- 3 525</b>	<b>980</b>	<b>8</b>		<b>- 20 159</b>
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>17 566</b>					<b>17 124</b>

### (a) dont dépréciations :

Roche Habitat	- 889	- 358				- 1 247
Installux Gulf	- 197	- 41		4		- 233
<b>TOTAL</b>	<b>- 1 086</b>	<b>- 399</b>		<b>4</b>		<b>- 1 480</b>

Les acquisitions et cessions en 2011 s'élevaient respectivement à 6 954 K€ et 416 K€.

Il n'existe pas d'actifs corporels donnés en garantie, ni loués en crédit-bail.

### Mise en œuvre des tests de dépréciation

#### Roche Habitat :

La mise en œuvre des tests de dépréciation a conduit à constater une provision cumulée de 2 014 K€ au 31/12/2012, contre 1 378 K€ au 31/12/2011, qui a été imputée, conformément à la norme IAS 36 :

- en priorité sur l'écart d'acquisition, provisionné à 100% depuis 2009, soit 475 K€,
- puis sur les autres actifs, dans la limite de leur valeur recouvrable, qui concerne en pratique les immobilisations incorporelles et corporelles de Roche Habitat à hauteur de 1 539 K€ à fin 2012, contre 903 K€ à fin 2011.

Une provision pour dépréciation complémentaire a été constatée en 2012 par prudence, pour tenir compte de différents éléments (pertes de clients, visibilité limitée,...), malgré les différentes actions en cours. La dotation constatée en résultat opérationnel non courant s'élève à 636 K€ en 2012, contre 593 K€ en 2011.

Pour information, les valeurs nettes comptables des immobilisations incorporelles et corporelles de Roche Habitat s'élèvent respectivement, après dépréciation, à 70 K€ et 52 K€ au 31 décembre 2012, contre 315 K€ et 318 K€ au 31 décembre 2011.

La provision cumulée correspondant à 100% de la valeur nette comptable des actifs incorporels et corporels, dans la limite de leur valeur recouvrable, aucun test de sensibilité complémentaire n'a été effectué.

#### Installux Gulf :

Les immobilisations corporelles de l'UGT Installux Gulf sont intégralement dépréciées en 2012 (idem 2011) pour tenir compte des risques liés à l'instabilité politique à Bahreïn (provision de 233 K€ au 31 décembre 2012, contre 197 K€ au 31 décembre 2011). Il n'existe pas d'écart d'acquisition affecté à cette UGT.

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## 15.5 - Actifs financiers non courants

	2011	Acquisitions/ dotations	Cessions/ reprises	2012
Dépôts et cautionnements	687	70	- 10	747
<b>VALEUR BRUTE</b>	<b>687</b>	<b>70</b>	<b>- 10</b>	<b>747</b>
<b>PROVISION</b>				
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>687</b>			<b>747</b>

Il n'y a pas d'impact de variations de change sur la période.

Les acquisitions et cessions en 2011 s'élevaient respectivement à 7 K€ et 2 K€.

## 15.6 - Autres actifs non courants

	2011	Acquisitions/ dotations	Cessions/ reprises	2012
Créances fiscales IS (carry back)	92			92
<b>VALEUR BRUTE</b>	<b>92</b>			<b>92</b>
<b>PROVISION</b>				
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>92</b>			<b>92</b>

Si la créance de carry back de la Société Roche Habitat ne peut pas être imputée sur l'impôt sur les sociétés des prochains exercices, elle donnera lieu à un remboursement en 2015. Pour information, l'impact de l'actualisation est considéré comme non significatif.

## 15.7 - Ventilation des actifs par devise

L'essentiel des actifs se situe dans la zone Euro. L'impact des devises est peu significatif par rapport au total de l'actif non courant.

## NOTE 16 - ACTIFS COURANTS

### 16.1 - Stocks

	2012	2011
Marchandises	13 980	14 433
Matières premières	4 139	3 550
En-cours	355	195
Produits finis	1 434	728
<b>VALEUR BRUTE</b>	<b>19 908</b>	<b>18 906</b>
<b>PROVISION</b>	<b>- 748</b>	<b>- 640</b>
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>19 160</b>	<b>18 266</b>

L'analyse des stocks réalisée selon les principes définis en note 2.15 a conduit à constater une dépréciation de 748 K€ au 31 décembre 2012 (624 K€ sur le stock de marchandises et 124 K€ sur le stock de matières premières).

En tenant compte de l'incidence des variations des cours des devises, la hausse de la valeur nette des stocks s'établit à 895 K€.

# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## 16.2 - Clients

	2012	2011
Valeur brute	19 041	20 740
Provision clients douteux (cf. principes définis en note 2.16)	- 1 019	- 1 090
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>18 023</b>	<b>19 651</b>

Les effets portés en compte et non échus (escompte en valeur) ont été reclassés en clients pour un montant de 2 643 K€ en 2012 et 4 630 K€ en 2011.

L'impact net des clients douteux (dotation nette majorée des créances irrécouvrables) constaté en résultat est donné en note 10.

En tenant compte des avances reçues sur commandes et de l'incidence des variations des cours des devises, la diminution de la valeur nette des créances clients s'établit à 1 511 K€.

## 16.3 - Créances échues non provisionnées

	2012	2011
Échéance dépassée :		
- de 60 jours	1 926	1 607
+ de 60 jours	971	838
<b>TOTAL</b>	<b>2 897</b>	<b>2 444</b>
Soit en % du poste clients (valeur brute)	15,2 %	11,8 %
Dont non provisionnées du fait de garantie	471	320

La plupart des créances non garanties échues depuis plus de 60 jours ont une échéance dépassée depuis moins de 6 mois.

## 16.4 - Autres actifs courants

	2012	2011
Créances fiscales et sociales	806	907
Charges constatées d'avance	545	645
Débiteurs divers	186	147
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>1 537</b>	<b>1 699</b>

Toutes les échéances sont inférieures à un an, et aucun autre actif courant n'a fait l'objet d'une dépréciation. Il n'existe pas d'autres actifs courants significatifs échus non provisionnés.

Aucune créance n'a été donnée en garantie, ni ne fait l'objet d'un accord de compensation avec une dette.

# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## NOTE 17 - TRÉSORERIE

	2012	2011
Autres placements (DAT et CDN)	17 303	15 173
Comptes courants bancaires et disponibilités	3 528	1 711
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>20 831</b>	<b>16 883</b>
Concours bancaires créditeurs	- 117	
Comptes courants créditeurs (cf. note 28.3)	- 1 890	- 2 750
<b>TRÉSORERIE CRÉDITRICE (1)</b>	<b>- 2 007</b>	<b>- 2 750</b>
<b>TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>18 824</b>	<b>14 133</b>

(1) La trésorerie créditrice est constatée dans l'état de la situation financière en "Dettes financières courantes".

Aucun élément de trésorerie n'a été donné en garantie vis-à-vis des tiers.

Les variations de juste valeur au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011 ne sont pas significatives, compte tenu d'un mouvement d'achat/revente effectué en fin d'année.

## NOTE 18 - CAPITAL

### 18.1 - Nombre d'actions

	2012	2011
Valeur du capital (€)	4 856 000	4 856 000
Nombre d'actions ordinaires	303 500	303 500
Valeur nominale (€)	16	16

### 18.2 - Objectif, politique et procédure de gestion

Le Groupe Installux n'est soumis à aucune contrainte légale ou contractuelle concernant son capital social.

Le suivi des capitaux propres est effectué par le Groupe à partir des mêmes composantes que celles des capitaux propres consolidés.

Le Groupe n'a ni objectif, ni politique, ni procédure de gestion du capital. L'arbitrage entre financement sur fonds propres et financement externe est effectué en fonction des opérations réalisées.

Il n'existe pas de contrat de liquidité sur les exercices présentés.

La société n'a plus d'actions d'autocontrôle depuis fin 2009.

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## NOTE 19 - ENGAGEMENTS AU TITRE DES PENSIONS ET RETRAITES

	2012	2011
<b>ENGAGEMENT NET À L'OUVERTURE</b>	<b>820</b>	<b>626</b>
Coût des services rendus	116	75
Coût financier	29	27
Indemnités versées (y compris charges sociales)	- 27	
Ecart actuariels	80	91
<b>ENGAGEMENT NET À LA CLÔTURE</b>	<b>1 017</b>	<b>820</b>

Les ouvriers dépendant de la convention collective du bâtiment sont exclus du calcul de la provision pour engagement de retraite depuis 2007. Le versement de leur indemnité de fin de carrière est en effet assuré par la caisse de retraite PROBTP qui collecte les cotisations de retraite complémentaire du Groupe Installux.

Le calcul de l'engagement a été effectué en tenant compte des hypothèses actuarielles suivantes :

- taux d'actualisation déterminé en tenant compte de la durée (durée estimée des obligations au titre des engagements de fin de carrière, proche de 15 ans) : 3,5 % en 2012, contre 4,3 % en 2011,
- taux de revalorisation des salaires : 2 %, idem 2011,
- taux de turn-over,
- taux de mortalité : table INSEE "tableau 68",
- âge de départ à la retraite : 65 ans.

Les écarts actuariels sont constatés directement en résultat.

Les écarts actuariels en 2012 sont essentiellement liés à la baisse du taux d'actualisation de 4,3 % à 3,5 % (cf. supra).

Une variation de 1 point du taux d'actualisation aurait un impact de 15 % sur la provision.

Le calcul de la provision est fait charges sociales comprises.

## NOTE 20 - PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

### 20.1 - Provisions non courantes

Aucune provision non courante n'est constatée dans l'état de la situation financière.

### 20.2 - Provisions courantes

	2011	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Ecarts de conversion	Autres mouvements	2012
Provision pour litiges	44	47	- 2	- 5			85
Provision pour contrôle URSSAF		57					57
Autres provisions		756					756
<b>TOTAL</b>	<b>44</b>	<b>860</b>	<b>- 2</b>	<b>- 5</b>			<b>898</b>

Les mouvements de provisions sont intégralement constatés dans le résultat courant.

Les autres provisions sont essentiellement constituées des provisions pour réparation des outils clients.

### 20.3 - Actifs et passifs éventuels

Pour information, le nombre d'heures susceptibles de faire l'objet d'une demande dans le cadre du Droit Individuel à la Formation (DIF) s'élève à 41 301 heures en 2012 contre 40 582 heures en 2011.

En dehors du DIF, il n'existe aucun actif et passif éventuel significatif à la clôture de l'exercice.

# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## NOTE 21 - EXCÉDENT FINANCIER NET

### 21.1 - Variation

	2011	Augmentation	Diminution	Ecarts de conversion	Autres mouvements	2012
Dettes financières bancaires	- 9		4			-5
Concours bancaires créditeurs (1)		- 117				- 117
Comptes courants créditeurs (2)	- 2 750		860			- 1 890
<b>ENDETTEMENT FINANCIER BRUT</b>	<b>- 2 759</b>	<b>- 117</b>	<b>864</b>			<b>- 2 012</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)	16 883	3 948				20 831
<b>EXCÉDENT FINANCIER NET</b>	<b>14 124</b>	<b>3 831</b>	<b>864</b>			<b>18 819</b>

(1) Cf. note 17.

(2) Cf. note 28.3.

### 21.2 - Echancier de l'endettement financier

	- d'1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Dettes financières bancaires	- 4	- 1				- 5
Concours bancaires créditeurs	- 117					- 117
Comptes courants créditeurs	- 1 890					- 1 890
<b>ENDETTEMENT FINANCIER BRUT</b>	<b>- 2 011</b>	<b>-1</b>				<b>- 2 012</b>
	(courant)		- 1	(non courant)		

### 21.3 - Endettement financier par devise à l'origine

	Euros	Francs suisses	Dinars bahrainis	Total
Dettes financières bancaires			- 5	- 5
Concours bancaires créditeurs			- 117	- 117
Comptes courants créditeurs	- 1 890			- 1 890
<b>ENDETTEMENT FINANCIER BRUT</b>	<b>- 1 890</b>		<b>- 122</b>	<b>- 2 012</b>

## NOTE 22 - AUTRES PASSIFS COURANTS

	2012	2011
Avances et acomptes reçus sur commande		103
Dettes fiscales et sociales (hors impôt)	5 405	5 484
Créditeurs divers	259	227
Produits constatés d'avance	5	
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>5 669</b>	<b>5 815</b>

L'ensemble des autres passifs courants est à moins d'un an.

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## NOTE 23 - INSTRUMENTS FINANCIERS

La norme IAS 39 définit des catégories financières dont l'affectation détermine le traitement comptable, mais qui ne correspondent pas à des postes spécifiques de l'état de la situation financière. Le tableau ci-dessous permet de faire le lien entre les actifs et les passifs financiers, les postes de l'état de la situation financière et leur traitement comptable.

Le Groupe n'a pas mis en place de contrat portant sur des dérivés.

	Désignation des instruments financiers	2012		2011	
		Valeur nette comptable	Juste valeur (2)	Valeur nette comptable	Juste valeur (2)
<b>ACTIFS</b>					
Actifs financiers non courants	D	747	747	687	687
Créances clients	D (3)	18 023	18 023	19 651	19 651
Autres actifs courants (1)	D (3)	186	186	147	147
Trésorerie et équivalents de trésorerie	B	20 831	20 831	16 883	16 883
<b>PASSIFS</b>					
Dettes financières courantes et non courantes	D	2 012	2 012	2 759	2 759
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	D (3)	9 695	9 695	11 492	11 492
Autres passifs courants (1)	D (3)	259	259	331	331

(1) Hors comptes de régularisation et créances et dettes fiscales et sociales.

(2) La valeur nette comptable des actifs et passifs évalués au coût ou au coût amorti est proche de leur juste valeur.

(3) En pratique, ces actifs et passifs sont évalués au coût.

- A : actifs disponibles à la vente (non applicables sur les exercices présentés),  
B : actifs et passifs à la juste valeur par le résultat,  
C : actifs détenus jusqu'à l'échéance, évalués au coût amorti (non applicables sur les exercices présentés),  
D : actifs et passifs évalués au coût amorti,  
E : autres actifs financiers, évalués au coût (non applicables sur les exercices présentés).

L'impact des dépréciations et des variations de juste valeur a été donné dans les notes annexes supra liées aux postes concernés.

En cas d'utilisation de la juste valeur, ventilation des instruments financiers selon une hiérarchie en 3 catégories de méthodes de détermination de la juste valeur, conformément à l'amendement d'IFRS 7 (cf. annexe 2.21) :

- Niveau 1 - prix cotés sur un marché actif et assimilés : valeurs mobilières de placement.
- Niveau 2 - données autres que les prix ou cours cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour les instruments financiers, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix) : autres placements de trésorerie (certificats de dépôts et dépôts à terme).
- Niveau 3 - données relatives aux instruments financiers non basées sur des données observables de marché : néant.



# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## NOTE 24 - EXPOSITION ET GESTION DES RISQUES

### 24.1 - Gestion du risque de taux

Le Groupe Installux n'ayant pas d'endettement significatif (cf. note 21), le risque de taux porte uniquement sur la rémunération des excédents de trésorerie. Pour limiter ce risque, le Groupe partage ses placements financiers entre des comptes à terme rémunérés à taux fixe et des Sicav de trésorerie rémunérées aux conditions du marché. Une variation instantanée de 1 point du taux de rémunération des placements financiers aurait un impact de 167 K€ sur le résultat consolidé avant impôt, soit 2 %.

### 24.2 - Gestion du risque de liquidité

Le risque de liquidité du Groupe Installux est maîtrisé par une trésorerie excédentaire et une activité régulière tout au long de l'année. Roche Habitat est la seule société soumise à une activité saisonnière. Sa part dans la trésorerie du Groupe est peu significative.

Ainsi, les échéances ne sont pas ventilées pour la part à moins d'un an.

### 24.3 - Gestion du risque de contrepartie

Le Groupe Installux est son propre assureur du risque client sur la zone Euro. Pour maîtriser ce risque, le Groupe a diversifié son portefeuille clients et a mis en place un suivi quotidien de l'encours client. Seuls 4 clients atteignent individuellement 1 % du chiffre d'affaires global du Groupe. Ils représentent au total moins de 10 % de ce chiffre d'affaires.

Afin de sécuriser ses approvisionnements en matières premières, le Groupe a intégré l'activité extrusion.

### 24.4 - Gestion du risque de marché

#### Risque action :

Il n'y a aucun risque action.

#### Risque de change :

Le Groupe Installux réalise l'essentiel de son activité en zone Euro et est donc peu sensible aux variations de change. Les impacts sont essentiellement dus à sa filiale Installux Gulf, dont la devise est indexée sur le Dollar US. Une variation instantanée de 10 % du BHD serait sans impact significatif sur les comptes.

Pour information, le résultat de change net constaté en 2012 en résultat s'élève à + 6 K€ contre - 19 K€ en 2011. Il porte essentiellement sur le chiffre d'affaires et les comptes courants intra-groupe.

Les actifs et passifs en devises à la clôture de l'exercice ne sont pas significatifs.

#### Risque lié aux cours des matières premières :

En 2012, les billettes et les profils aluminium ont représenté 49 % des achats consommés. Pour couvrir ce risque et limiter l'impact des variations du cours de l'aluminium, le Groupe négocie des contrats d'approvisionnement auprès de ses fournisseurs, fixant le prix d'achat pour un volume et une durée déterminée. Le Groupe ne prend aucune position spéculative sur le cours des métaux.

Au jour de l'arrêté des comptes 2012, les prix d'achat d'aluminium du Groupe sont fixés pour environ 66 % du volume prévisionnel 2013. A titre d'illustration, l'impact d'une variation instantanée de 10 % du cours de l'aluminium en 2012, sur la base d'une couverture de 66 %, aurait été de 9 % sur le résultat opérationnel courant et sur le résultat consolidé avant impôt.

## NOTE 25 - IMPÔTS DIFFÉRÉS

	2012	2011
Différences temporaires fiscales / comptables	393	389
Eliminations intra-groupe	272	- 211
Engagements de retraite	339	273
Locations financières	- 43	- 55
Autres impôts différés	4	4
<b>TOTAL</b>	<b>966</b>	<b>400</b>
Dont impôts différés actifs nets	966	400
Dont impôts différés passifs nets		

Comme indiqué en note 2.20, les impôts différés sont présentés pour leur montant net par entité fiscale.

Les impôts différés non constatés sont liés aux déficits reportables et aux dépréciations sur actifs amortissables (nettes des ajustements sur les dotations aux amortissements pratiquées par les filiales). Ils s'élèvent en cumul à 794 K€ au 31 décembre 2012 (738 K€ pour Roche Habitat et 56 K€ pour Installux Extrusión Services) dont 333 K€ sur déficits reportables, contre 916 K€ au 31 décembre 2011 (525 K€ pour Roche Habitat et 391 K€ pour Installux Extrusión Services) dont 615 K€ sur déficits reportables.

Le Groupe n'est pas intégré fiscalement.

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## NOTE 26 - EFFECTIFS MOYENS

	2012	2011
Ouvriers	235	224
Employés - Techniciens - Agents de maîtrise	161	160
Cadres	81	80
<b>EFFECTIFS SALARIÉS</b>	<b>476</b>	<b>465</b>
Personnel mis à disposition du Groupe	28	39
<b>EFFECTIFS TOTAUX</b>	<b>504</b>	<b>503</b>

## NOTE 27 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

### A - Engagements hors bilan liés au périmètre du groupe consolidé

(engagements de rachat d'actions,...) :

Non applicable.

### B - Engagements hors bilan liés au financement du Groupe :

Engagements liés aux dettes financières : non applicable. L'endettement financier est non significatif (cf. note 21) et l'es-compte en valeur a été reclassé en clients et en moins des disponibilités (cf. note 16.2).

Engagements liés aux instruments dérivés : non applicable.

### C - Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles du Groupe :

Les loyers immobiliers restant à payer sur la durée des baux en cours s'élèvent à 8 062 K€ (prise en compte des loyers jusqu'à la prochaine échéance triennale pour les baux de 9 ans).

Les autres contrats de locations simples non retraités en consolidation représentent un engagement de 193 K€ au 31 décembre 2012.

Les commandes d'immobilisations en cours au 31 décembre 2012 représentaient un total de 390 K€.

## NOTE 28 - INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

### 28.1 - Avantages accordés aux Administrateurs et aux membres du Comité de Direction

	2012	2011
Avantages à court terme :		
- Rémunérations (salaire, intéressement, participation)	1 264	1 295
- Charges sociales	446	502

# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## 28.2 - Informations concernant les SCI ICCE, Compans et Marcilloles (cf. note 2.3)

Ces sociétés sont propriétaires de l'immobilier d'exploitation du Groupe et sont détenues indirectement par la direction du Groupe Installux.

Synthèse des comptes des SCI :

	2012	2011
<b>RUBRIQUES DU BILAN :</b>		
Actifs non courants nets	13 625	14 181
Capitaux propres (y compris résultat)	6 615	5 562
Endettement	7 278	8 481
<b>RUBRIQUES DU COMPTE DE RÉSULTAT :</b>		
Chiffre d'affaires	4 062	3 875
Résultat	1 651	1 433

## 28.3 - Transactions réalisées avec les sociétés non consolidées ayant des dirigeants en commun

Le tableau ci-dessous indique les montants figurant dans les comptes du Groupe Installux et relatifs aux entreprises liées présentées note 28.2, ainsi qu'aux sociétés suivantes :

- sociétés fournissant des prestations au Groupe : Financière CCE (prestations d'assistance), CDC Conseils (prestations de communication) et Côté Baies (commissions sur ventes) ;
- société cliente du Groupe : Les Cembros.

	2012	2011
<b>RUBRIQUES DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE :</b>		
<b>ACTIF :</b>		
Dépôts et cautionnements versés	714	680
Créances clients	179	216
Autres créances	38	11
<b>PASSIF :</b>		
Comptes courants créditeurs (a)	1 890	2 750
Dettes fournisseurs	323	380
Autres dettes	6	
<b>RUBRIQUES DU COMPTE DE RÉSULTAT :</b>		
Chiffre d'affaires	488	454
Loyers et charges locatives	- 4 011	- 3 818
Personnel mis à disposition	- 92	- 53
Commissions sur ventes	- 207	- 213
Prestation d'assistance	- 1 032	- 1 056
Prestation de communication	- 118	- 103
Autres charges d'exploitation	- 11	- 8
Charges financières	- 27	- 25

(a) Compte courant avec la société Financière CCE.

Il n'y a pas d'engagements entre le Groupe Installux et les sociétés liées définies ci-dessus. Par ailleurs, le Groupe Installux n'a pas constaté de dépréciations ou de pertes sur ces sociétés sur les exercices présentés.

# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## NOTE 29 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### Honoraires des commissaires aux comptes

	2012					
	Novances - Déchant et Associés		Premier Monde - Meunier et Associés		JDA Audit	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Audit</b> Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés						
- Emetteur	32	76,4	32	64,4		
- Filiales intégrées globalement	10	23,6	18	35,6	6	100,0
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes						
- Emetteur						
- Filiales intégrées globalement						
<b>TOTAL</b>	<b>42</b>	<b>100,0</b>	<b>50</b>	<b>100,0</b>	<b>6</b>	<b>100,0</b>

	2011					
	Novances - Déchant et Associés		Premier Monde - Meunier et Associés			
	Montant	%	Montant	%		
<b>Audit</b> Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés						
- Emetteur	32	76,4	32	64,0		
- Filiales intégrées globalement	10	23,6	18	36,0		
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes						
- Emetteur						
- Filiales intégrées globalement						
<b>TOTAL</b>	<b>42</b>	<b>100,0</b>	<b>49</b>	<b>100,0</b>		

# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2012

## RÉSULTATS DU GROUPE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date d'arrêté : Durée de l'exercice (mois) :	31/12/2012 12	31/12/2011 12	31/12/2010 12	31/12/2009 12	31/12/2008 12
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE (K€)</b>					
Capital social	4 856	4 856	4 856	4 856	4 856
<b>Nombre d'actions :</b>					
- ordinaires	303 500	303 500	303 500	303 500	303 500
- à dividende prioritaire					
<b>OPÉRATIONS ET RÉSULTATS (K€)</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	113 220	112 907	102 815	96 836	100 355
Charge d'impôt	3 619	3 654	3 810	2 919	2 893
Intéressement, participation des salariés	1 081	1 242	1 372	937	932
Résultat net	6 755	5 448	6 477	4 661	5 459
Résultat distribué (société mère)	2 428	2 428	2 428	2 428	2 125
<b>RÉSULTAT PAR ACTION (€)</b>					
Résultat net	22	18	21	15	18
Résultat distribué (société mère)	8	8	8	8	7
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés	476	465	432	421	433
Charges de personnel (K€)	20 917	19 742	18 332	16 931	16 666

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2012

*Aux Actionnaires,*

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société INSTALLUX, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1 - OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 2.1 "Référentiel comptable" de l'annexe concernant les principes de consolidation et méthodes d'évaluation et notamment l'incidence des nouvelles normes IFRS, amendements et interprétations appliqués par le Groupe.

### 2 - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- les écarts d'acquisition ont fait l'objet de tests de perte de valeur selon les principes décrits dans la note 2.13 "Tests de dépréciation" de l'annexe relative aux principes de consolidation et méthodes d'évaluation. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 11 de l'annexe donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### 3 - VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Lyon, le 26 avril 2013

**NOVANCES - DECHANT et Associés**  
*Société de Commissaires aux Comptes*  
Membres de la Compagnie Régionale de Lyon  
Christophe ALEXANDRE, Représentant légal



**MEUNIER et Associés**  
*devenu PREMIER MONDE*  
Société de Commissaires aux Comptes  
Membres de la Compagnie Régionale de Lyon  
Patrick VELAY, Représentant légal



COMPTES INDIVIDUELS  
DE LA SOCIÉTÉ INSTALLUX



# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

## BILAN ACTIF

(en K€)

Rubriques	Montant brut	Amortissements Dépréciations	31/12/2012	31/12/2011
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	1 226	1 053	173	185
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	18		18	16
Avances, acomptes immobilisations incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				65
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	15 814	8 178	7 636	7 597
Autres immobilisations corporelles	1 988	1 207	781	751
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				5
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	17 343	910	16 433	16 611
Créances rattachées à des participations	200	176	24	
Autres titres immobilisés				
Prêts	1 938		1 938	2 000
Autres immobilisations financières	298		298	296
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>38 825</b>	<b>11 524</b>	<b>27 301</b>	<b>27 525</b>
<b>STOCKS ET EN COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements	112		112	113
En cours de production de biens	25		25	33
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	11 184	428	10 755	11 397
Avances, acomptes versés sur commandes				
<b>CRÉANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	11 645	749	10 896	10 272
Autres créances	6 248		6 248	4 749
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	20 440		20 440	19 186
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	348		348	301
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>50 001</b>	<b>1 177</b>	<b>48 824</b>	<b>46 050</b>
Ecarts de conversion actif				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>88 826</b>	<b>12 701</b>	<b>76 125</b>	<b>73 575</b>

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

## BILAN PASSIF

(en K€)

Rubriques	31/12/2012	31/12/2011
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social ou individuel (dont versé : 4 856)	4 856	4 856
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 366	1 366
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	486	486
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	40 830	38 978
Report à nouveau		
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>5 412</b>	<b>4 280</b>
Subventions d'investissements		
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>52 950</b>	<b>49 966</b>
Provisions pour risques	49	44
Provisions pour charges	556	
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>605</b>	<b>44</b>
<b>DETTES FINANCIÈRES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts, dettes financières, divers	12 355	12 104
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		103
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 022	8 789
Dettes fiscales et sociales	3 093	2 467
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	100	101
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance		
<b>DETTES</b>	<b>22 570</b>	<b>23 565</b>
Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>76 125</b>	<b>73 575</b>

Résultat de l'exercice en centimes : 5 412 175,10

Total du bilan en centimes : 76 125 077,03

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en K€)

Rubriques	France	Exportation	31/12/2012	31/12/2011
Ventes de marchandises	73 439	1 873	75 313	76 399
Production vendue de biens	1 520	114	1 634	1 810
Production vendue de services	3 600	405	4 004	3 654
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>	<b>78 559</b>	<b>2 392</b>	<b>80 951</b>	<b>81 863</b>
Production stockée			- 7	- 10
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			728	552
Autres produits			182	29
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>81 853</b>	<b>82 434</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			44 625	47 416
Variation de stock (marchandises)			491	- 1 324
Achats matières premières, autres approvisionnements (et droits de douane)			2 132	1 938
Variations de stock (matières premières et approvisionnements)			1	- 6
Autres achats et charges externes			15 294	15 654
Impôts, taxes et versements assimilés			707	668
Salaires et traitements			4 655	4 534
Charges sociales			2 201	2 024
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 548	1 936
Sur actif circulant : dotations aux provisions			771	913
Pour risques et charges : dotations aux provisions			556	
Autres charges			249	423
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>73 229</b>	<b>74 175</b>
			<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>8 624</b>
				<b>8 259</b>
Produits financiers de participations			76	85
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			27	45
Autres intérêts et produits assimilés			552	447
Reprises sur provisions et transferts de charges			1 268	
Différences positives de change			4	1
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			13	14
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>1 940</b>	<b>591</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions			354	429
Intérêts et charges assimilées			244	314
Différences négatives de change			5	4
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>			<b>603</b>	<b>747</b>
			<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>1 337</b>
				<b>- 156</b>
			<b>RÉSULTAT COURANT</b>	<b>9 961</b>
				<b>8 103</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			<b>375</b>	<b>97</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			<b>1 103</b>	<b>814</b>
			<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>- 728</b>
				<b>- 717</b>
Intéressement et participation des salariés aux résultats de l'entreprise			475	531
Impôts sur les bénéfices			3 347	2 575
			<b>BÉNÉFICE OU PERTE</b>	<b>5 412</b>
				<b>4 280</b>

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

## ANNEXE

### 1 - FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

• La société a procédé à un abandon de compte courant de 850 K€ au profit de sa filiale, la société Roche Habitat, comptabilisé en résultat exceptionnel. Cet abandon est assorti d'une condition résolutoire. Compte tenu du montant abandonné au 31 décembre 2011, le montant total s'élève à 1 605 K€.

• Le compte courant d'Installux Extrusión Services (IES), de 5 800 K€ au 31 décembre 2012, a fait l'objet d'une reprise totale de provision de 1 268 K€. En parallèle, un compte courant bloqué d'un montant de 200 K€ a été ouvert au nom d'IES pour garantir l'insuffisance de capitaux propres ; il fait l'objet d'une provision à hauteur de 176 K€, montant correspondant à la situation nette négative de la filiale.

### 2 - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

#### Principes et conventions générales

Les comptes sont élaborés et présentés en euros conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices, et en présumant la continuité de l'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce, du décret comptable du 29/11/1983, ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du plan comptable général 2005 applicables à la clôture de l'exercice.

#### Dépenses de recherche et développement

Les coûts de développement sont comptabilisés en charges.

#### Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et sont amortis selon les règles suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
- Logiciels de bureautique	Linéaire	1 an
- Logiciels de gestion intégrés	Linéaire	10 ans
- Autres logiciels	Linéaire	4 et 8 ans

#### Immobilisations corporelles

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, éventuellement augmenté des frais nécessaires à leur mise en service.

Les modes et les durées d'amortissement retenus sont les suivants :

Catégorie	Mode	Durée
- Matériel et outillage	Linéaire	5 à 15 ans
- Agencements divers	Linéaire	10 à 15 ans
- Show room	Linéaire	3 ans
- Véhicules	Linéaire	4 ans
- Matériel informatique	Linéaire	3 à 7 ans
- Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

#### Immobilisations financières

Elles sont comptabilisées à leur prix d'acquisition.

Elles sont dépréciées, le cas échéant, par voie de provision pour tenir compte de leur valeur à la date de clôture de l'exercice.

En ce qui concerne les titres de participation, lorsque la valorisation, reposant sur une combinaison des résultats et de la situation nette, est inférieure à leur prix d'acquisition, l'écart fait l'objet d'une provision réajustée chaque année. Aucune provision n'est constituée si les capitaux propres sont supérieurs à la valeur des titres.

#### Stocks

Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

Ils sont dépréciés le cas échéant par voie de provision pour tenir compte de leur valeur à la date de clôture de l'exercice.

#### Créances et dettes

Les créances et dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Taux de provision retenus :

- clients en liquidation judiciaire	100 %
- clients en redressement judiciaire	50 % à 100 %
- clients au contentieux	20 % à 100 %

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

## 3 - TABLEAU DES IMMOBILISATIONS (en K€)

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisition apports
Frais d'établissement, de recherche et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 396		55
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>1 396</b>		<b>55</b>
Terrains	65		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales, agencements, aménagements			
Installations techniques, matériel et outillage industriels	14 830		1 361
Installations générales, agencements, aménagements	901		126
Matériel de transport	4		7
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 055		116
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	5		
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>16 858</b>		<b>1 610</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	17 343		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	2 296		203
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>	<b>19 639</b>		<b>203</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>37 894</b>		<b>1 868</b>

Rubriques	Diminution par virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		208	1 244	
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>		<b>208</b>	<b>1 244</b>	
Terrains		65		
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agencements, aménagements				
Installations techniques, matériel et outillage industriels		377	15 814	
Installations générales, agencements, aménagements		15	1 012	
Matériel de transport			11	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		205	965	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	5			
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>5</b>	<b>662</b>	<b>17 802</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations			17 343	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		63	2 436	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>		<b>63</b>	<b>19 779</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>5</b>	<b>932</b>	<b>38 825</b>	

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

## 4 - TABLEAU DES AMORTISSEMENTS (en K€)

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 195	65	208	1 053
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>1 195</b>	<b>65</b>	<b>208</b>	<b>1 053</b>
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel et outillage	7 233	1 274	329	8 178
Installations générales, agencements	511	80	7	584
Matériel de transport	4	2		6
Matériel de bureau et informatique, mobilier	694	126	202	618
Emballages récupérables et divers				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>8 441</b>	<b>1 483</b>	<b>538</b>	<b>9 385</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>9 636</b>	<b>1 548</b>	<b>746</b>	<b>10 438</b>

### Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fisc. exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fisc. exceptionnel	
Frais d'établissement, de recherche et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Constructions installations générales, agencements							
Installations techniques, matériel et outillage							
Installations générales, agencements							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier							
Emballages récupérables et divers							
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				



# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

## 5 - TABLEAU DES PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS (en K€)

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles 30 %				
Implantations étrangères avant le 01/01/92				
Implantations étrangères après le 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
Provisions pour litiges	44	11	7	49
Provisions pour garanties clients				
Provisions pertes marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révisions		556		556
Provisions charges sociales, fiscales sur congés à payer				
Autres provisions risques et charges				
<b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES (1)</b>	<b>44</b>	<b>567</b>	<b>7</b>	<b>605</b>
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	732	178		910
Dépréciations autres immobilisations financières		176		176
Dépréciations stocks et en cours	277	249	98	428
Dépréciations comptes clients	857	522	630	749
Autres dépréciations	1 268		1,268	
<b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION</b>	<b>3 134</b>	<b>1 125</b>	<b>1 996</b>	<b>2 263</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>3 178</b>	<b>1 692</b>	<b>2 002</b>	<b>2 868</b>
Dotations et reprises d'exploitation		1 327	728	
Dotations et reprises financières		354	1 268	
Dotations et reprises exceptionnelles		11	7	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

(1) Les provisions pour risques et charges reprises au cours de l'exercice ont été utilisées à hauteur de 2 K€.

## 6 - TABLEAU DES DISPONIBILITÉS (en K€)

Rubriques	2012	2011
Comptes bancaires et caisse	1 813	- 288
Comptes à terme et certificats de dépôts négociables (dont intérêts courus)	16 302	15 221
Effets portés en compte et non échus (escompte en valeur)	2 326	4 253
<b>TOTAL</b>	<b>20 440</b>	<b>19 186</b>

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

## 7 - TABLEAU DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DETTES (en K€)

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	200		200
Prêts (1) (2)	1 938	250	1 688
Autres immobilisations financières	298		298
Clients douteux ou litigieux	1 060	1 060	
Autres créances clients	10 585	10 585	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	22	22	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	210	210	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés (2)	5 800	5 800	
Débiteurs divers	216	216	
Charges constatées d'avance	348	348	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>20 676</b>	<b>18 491</b>	<b>2 186</b>
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	63		
(2) Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine (1)				
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine (1)				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	7 022	7 022		
Personnel et comptes rattachés	886	886		
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	726	726		
Etat : impôt sur les bénéfices	766	766		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	449	449		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	267	267		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	12 355	12 355		
Autres dettes	100	100		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>22 570</b>	<b>22 570</b>		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts, dettes contractés auprès d'associés personnes physiques				

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

## 8 - COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	A la clôture de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	303 500			16

## 9 - VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en K€)

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		49 966	
Distributions sur résultats antérieurs		2 428	
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		47 538	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Résultat de l'exercice			5 412
		<b>SOLDE</b>	<b>5 412</b>
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition		52 950	

## 10 - IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ

Dénomination sociale - Siège social	Forme	Montant capital	% détenu
Financière CCE Chemin du Bois Rond, 69720 Saint-Bonnet-de-Mure	S.A.R.L.	22 798 500	64,35 %

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

## 11 - TABLEAU-LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS (en K€)

Dénomination Siège social	Capital Réserves + R. à N.	Quote-part Dividendes	Valeur brute titres Valeur nette titres	Prêts et cautions	Chiffre d'affaires Résultat
<b>FILIALES (plus de 50 %)</b>					
S.A.S. Roche Habitat Saint-Bonnet-de-Mure (69)	83 3 205	100,00 %	4 010 3 110		7 603 - 178
S.A.S. Sofadi-Tiaso Saint-Bonnet-de-Mure (69)	617 11 851	100,00 %	11 354 11 354		14 258 376
S.A.S. France Alu Color Marcilloles (38)	700 5 964	100,00 %	1 893 1 893		14 172 1 159
S.L. Installux Extrusión Services Santa Perpetua - Barcelone - ESPAGNE	10 - 1 278	100,00 %	10 0	(1) 7 938	21 262 1 092
S.A. Installux Trading Export Les Acacias - SUISSE	(2) 83 (2) 527	100,00 % 11	72 72		(3) 852 (3) 163
Sarl. I.M.G. Saint-Bonnet-de-Mure (69)	8 225	100,00 %	5 5		3 218 62

(1) Provision au 31/12/2012 : 176 (valeur nette : 7 762).

(2) Conversion au cours de clôture.

(3) Conversion au cours moyen de l'exercice.

## 12 - PRODUITS À RECEVOIR (en K€)

Rubriques	31/12/2012
<b>CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS</b>	<b>10</b>
418 100 Clients - factures à établir	10
<b>AUTRES CRÉANCES</b>	<b>214</b>
409 800 Fournisseurs - avoirs à recevoir	23
409 890 Fournisseurs - avoirs à recevoir Groupe	191
<b>BANQUES, ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS</b>	<b>302</b>
518 700 Intérêts courus à recevoir	302
<b>TOTAL DES PRODUITS À RECEVOIR</b>	<b>526</b>

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

## 13 - CHARGES À PAYER (en K€)

Rubriques	31/12/2012
<b>DETTES FOURNISSEURS COMPTES RATTACHÉS</b>	<b>170</b>
408 100 Fournisseurs - factures à recevoir	143
408 190 Fournisseurs - factures à recevoir Groupe	27
<b>AUTRES DETTES</b>	<b>91</b>
419 800 Clients - avoirs à établir	91
<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>	<b>1 408</b>
428 200 Provision congés payés	388
428 600 Personnel - charges à payer	467
438 200 Charges sociales sur provision congés payés	170
438 600 Organismes sociaux - charges à payer	117
448 200 Charges fiscales sur provision congés payés	11
448 600 Etat - charges à payer	256
<b>TOTAL DES CHARGES À PAYER</b>	<b>1 670</b>

## 14 - CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE (en K€)

Rubriques	31/12/2012
<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	<b>348</b>
486 000 Charges d'exploitation constatées d'avance	348
<b>PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	
487 100 Produits d'exploitation constatés d'avance	
<b>TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	<b>348</b>

## 15 - ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS (en K€)

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dont dettes, créances en effets commerciaux
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>			
Titres de participations (montant net)	16 433		
Créances rattachées à des participations (montant net)	24		
Prêts	1 938		
Autres immobilisations financières	296		
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Créances clients et comptes rattachés	726		
Autres créances	5 991		
<b>DETTES</b>			
Emprunts et dettes financières divers	12 355		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 572		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
Dividendes	11		
Intérêts prêts	27		
Intérêts comptes courants	65		
Reprises provisions sur comptes courants	1 268		
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>			
Intérêts comptes courants	129		
Dotations provisions sur comptes courants bloqués	176		
Dotations provisions sur titres de participation	178		

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

## 16 - EFFECTIF MOYEN

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	36	
Agents de maîtrise et techniciens	55	
Ouvriers	72	17
<b>TOTAL</b>	<b>163</b>	<b>17</b>

## 17 - CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

(en K€)

Nature des produits	Montant
Intérêts sur comptes à terme et certificats de dépôts négociables	551
Intérêts des avances Groupe	65
Revenus de prêts	27
Produits sur cession des valeurs mobilières de placement	13
Dividendes	11
Reprises provisions sur comptes courants	1 268
Divers	4
<b>TOTAL</b>	<b>1 940</b>

Nature des charges	Montant
Intérêts des avances Groupe	129
Escomptes accordés sur règlements clients	111
Divers	9
Dotation provisions sur comptes courants bloqués	176
Dotation provisions sur titres de participation	178
<b>TOTAL</b>	<b>603</b>

## 18 - CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

(en K€)

Nature des produits	Montant
Produits de cessions d'immobilisations	276
Indemnité assurance suite litige responsabilité civile	70
Remboursement assurance suite sinistre chariot	23
Reprises sur provisions pour litiges	7
<b>TOTAL</b>	<b>375</b>

Nature des charges	Montant
Abandon de compte courant assorti d'une condition résolutoire	850
VNC des immobilisations cédées ou mises au rebut	123
Litige responsabilité civile	71
Remise en état chariot suite sinistre	32
Dotation aux provisions pour litiges	11
Divers	15
<b>TOTAL</b>	<b>1 103</b>

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

## 19 - RÉPARTITION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES (en K€)

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû (1)	Résultat net après impôt
Résultat courant	9 961	3 456	6 506
Résultat exceptionnel	- 728	42	- 770
Intéressement et participation des salariés	- 475	- 151	- 324
<b>RÉSULTAT COMPTABLE</b>	<b>8 759</b>	<b>3 347</b>	<b>5 412</b>

(1) L'impôt dû comprend l'impôt sur les sociétés (IS) au taux normal de 33,33 %, la contribution additionnelle de 3,3 % (calculée sur l'IS excédant 763 K€), ainsi qu'un crédit d'impôt mécénat d'entreprise de 20 K€.

## 20 - ENGAGEMENTS FINANCIERS (en K€)

Engagements donnés	Montant hors bilan
Effets portés en compte et non échus	2 326
Engagement en matière de retraite (1)	505
Compte courant bloqué : engagement d'Installux d'abandonner ce compte courant en cas de défaillance d'IES	200
Autres engagements donnés	
En matière de Droit Individuel à la Formation : 17 939 h	
<b>TOTAL</b>	<b>3 030</b>

(1) Le montant de l'engagement constaté correspond aux droits acquis à la clôture de l'exercice, actualisés et pondérés par la probabilité de présence lors du départ à la retraite (espérance de vie - turn over). Les ouvriers dépendant de la convention collective du bâtiment sont exclus du calcul de la provision pour engagement de retraite. Le versement de leur indemnité de fin de carrière est en effet assuré par la caisse de retraite PROBTP qui collecte les cotisations de retraite complémentaire.

Engagements reçus	Montant hors bilan
Condition résolutoire en lien avec les abandons de compte courant en faveur de la Société Roche Habitat	1 605
<b>TOTAL</b>	<b>1 605</b>

Installux s'est portée caution du paiement des achats d'aluminium de la Société IES auprès des Sociétés Alcoa Inespal S.A. et Aluminio Espanol S.A. à concurrence d'un montant global de 1 100 K€. Au 31 décembre 2012, aucune dette fournisseurs liée à des achats d'aluminium ne figurait au bilan de la Société IES.

## 21 - RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES DIRIGEANTS (en K€)

Rubriques	Dirigeants	Conseil d'Administration
Engagements financiers	0	0
Rémunérations allouées	0	0



# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

## 22 - SITUATION FISCALE DIFFÉRÉE ET LATENTE (en K€)

Rubriques	Montant
<b>IMPÔT DÛ SUR :</b> A réintégrer ultérieurement	
<b>TOTAL ACCROISSEMENTS</b>	
<b>IMPÔT PAYÉ D'AVANCE SUR :</b> Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Provision congés payés                    366 x 34,43 %	126
Provision Organic                        129 x 34,43 %	44
Participation des salariés                241 x 34,43 %	83
A déduire ultérieurement :	
Divers	
<b>TOTAL ALLÈGEMENTS</b>	<b>253</b>
<b>SITUATION FISCALE DIFFÉRÉE NETTE</b>	<b>- 253</b>

<b>IMPÔT DÛ SUR :</b> Plus-values de fusion en sursis d'imposition :	
Fusion Sofadi-Tiaso :                    1 039 x 12 % x 34,43 %	43
<b>CRÉDIT À IMPUTER SUR :</b> Déficits reportables Moins-values à long terme	
<b>SITUATION FISCALE LATENTE NETTE</b>	<b>43</b>

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en K€)

Rubriques	Montants	
	Détail	Total
Résultat net	5 412	
- Amortissements et provisions (hors stocks et clients)	2 462	
- Plus ou moins-values de cessions	- 153	
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>7 722</b>	
Variation des stocks (nette)	650	
Variation des créances d'exploitation et comptes de régularisation actif (nette)	- 53	
Variation des dettes d'exploitation et comptes de régularisation passif	- 1 245	
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>- 647</b>	
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ</b>		<b>7 074</b>
Acquisition d'immobilisations	- 1 863	
Cession d'immobilisations	276	
Remboursement des immobilisations financières	63	
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		<b>- 1 525</b>
Dividendes versés	- 2 428	
Emission d'emprunt	-	
Remboursement d'emprunts	-	
Remboursement des autres dettes financières	-	
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		<b>- 2 428</b>
<b>TRÉSORERIE D'OUVERTURE = DISPONIBILITÉS 19 186 - AVANCES GROUPE 8 422</b>	<b>10 764</b>	
Variation des autres disponibilités	1 254	
Variation des avances Groupe	1 867	
<b>TRÉSORERIE DE CLÔTURE = DISPONIBILITÉS 20 440 - AVANCES GROUPE 6 555</b>	<b>13 885</b>	
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>		<b>3 122</b>

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

## RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(en €)

Date d'arrêté : Durée de l'exercice (mois) :	31/12/2012 12	31/12/2011 12	31/12/2010 12	31/12/2009 12	31/12/2008 12
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital social	4 856 000	4 856 000	4 856 000	4 856 000	4 856 000
Nombre d'actions - ordinaires	303 500	303 500	303 500	303 500	303 500
<b>OPÉRATIONS ET RÉSULTATS</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	80 951 083	81 862 859	76 294 063	72 253 147	75 104 555
Résultat avant impôt, participation, intéressement, dotation et reprise amortissements et provisions	10 470 836	10 079 080	11 906 965	9 453 803	9 751 759
Impôts sur les bénéfices	3 346 944	2 574 986	2 989 287	2 492 039	2 859 139
Intéressement, participation des salariés	474 669	531 045	675 189	426 087	261 409
Dotation et reprise amortissements et provisions	1 237 047	2 693 100	2 743 229	1 175 827	986 215
Résultat net	5 412 175	4 279 950	5 499 260	5 359 851	5 644 996
Résultat distribué (avant déduction du dividende afférent aux actions d'autocontrôle)	2 428 000	2 428 000	2 428 000	2 428 000	2 124 500
<b>RÉSULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôt, participation, intéressement, avant dotation et reprise amortissements et provisions	22	23	27	22	22
Résultat après impôt, participation, intéressement, dotation et reprise amortissements et provisions	18	14	18	18	19
Dividende attribué	8	8	8	8	7
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés	163	174	172	173	73
Masse salariale	4 654 590	4 534 246	4 502 171	4 589 037	2 413 445
Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales...)	2 201 413	2 023 844	1 932 588	1 889 442	1 069 496

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2012

*Aux Actionnaires,*

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société INSTALLUX, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### 2. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- l'évaluation des titres de participation a été effectuée en conformité avec les méthodes comptables décrites dans la note intitulée "Règles et méthodes comptables" de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation des éléments pris en considération pour les estimations de la valeur d'inventaire et, le cas échéant, vérifié le calcul des provisions pour dépréciation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### 3. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, le rapport de gestion ne mentionne pas de manière individuelle les informations relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés. Il n'existe aucun engagement consenti en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.


En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Lyon, le 26 avril 2013

**NOVANCES - DECHANT et Associés**  
*Société de Commissaires aux Comptes*  
*Membres de la Compagnie Régionale de Lyon*  
**Christophe ALEXANDRE, Représentant légal**



**MEUNIER et Associés**  
*devenu PREMIER MONDE*  
*Société de Commissaires aux Comptes*  
*Membres de la Compagnie Régionale de Lyon*  
**Patrick VELAY, Représentant légal**



## RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2012

*Aux Actionnaires,*

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de Commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### 1. CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

#### Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-40 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

##### 1.1. Convention de blocage en compte courant

• Modalités :

- Convention de blocage partiel du compte courant ouvert au nom de la société Installux dans les livres de la société Installux Extrusión Services, et ce afin de garantir l'insuffisance de ses fonds propres. Ce compte courant pourra faire l'objet d'un abandon en cas de défaillance de la société Installux Extrusión Services.
- Montant concerné par la convention de blocage : 200 000 euros.

• Autorisation : Conseil d'Administration du 20 décembre 2012.

##### 1.2. Avance de trésorerie

• Modalités :

- Montant maximum de l'avance de trésorerie souscrite auprès de la société Installux Trading Export portée de 250 000 euros à 600 000 euros. Cette avance est rémunérée au taux légal fixé par l'administration fédérale des contributions AFC (Confédération Suisse).
- Montant de l'avance à la clôture de l'exercice : 540 000 euros.
- Montant des charges financières comptabilisées sur l'exercice : 6 271 euros.

• Autorisation : Conseil d'Administration du 11 septembre 2012.

##### 1.3. Abandon de compte courant avec condition résolutoire

• Modalités :

- Abandon de compte courant d'un montant de 850 000 euros consenti au profit de la société Roche Habitat avec effet au 31 décembre 2012. Cet abandon est soumis à une condition résolutoire liée au résultat courant avant impôt des 10 prochains exercices de la société Roche Habitat.
- Montant à la clôture de l'exercice des engagements assortis d'une condition résolutoire : 1 605 000 euros.

• Autorisation : Conseil d'Administration du 20 décembre 2012.

### 2. CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DÉJÀ APPROUVÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

En application de l'article R. 225-30 du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

##### 2.1. Convention d'assistance

• Modalités :

- Convention d'assistance facturée par la société Financière CCE au prorata des temps consacrés à sa mise en œuvre.
- Montant comptabilisé en charges sur l'exercice : 726 100 euros hors taxes.

### RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

#### 2.2. Caution en garantie du crédit fournisseur

• Modalités :

- Caution personnelle et solidaire donnée par la société Installux en garantie du crédit fournisseur contracté par la SL Installux Extrusión Services pour ses achats d'aluminium. Cette caution, d'un montant maximum de 2 500 000 euros, est rémunérée au taux de 0,50 % par an.
- Montant de la caution utilisée à la clôture de l'exercice : néant.
- Montant des produits financiers comptabilisés sur l'exercice : 938 euros.

#### 2.3. Contrat de prêt

• Modalités :

- Contrat de prêt consenti à la société Installux Extrusión Services d'un montant de 2 000 000 euros, sur 10 ans, portant intérêt au taux de l'Euribor 3 mois connu au premier jour de chaque trimestre civil majoré de 0,60 %.
- Montant du solde du prêt à la clôture de l'exercice : 1 937 500 euros.
- Montant des produits financiers comptabilisés sur l'exercice : 26 945 euros.

#### 2.4. Avance de trésorerie

• Modalités :

- Avance de trésorerie d'un montant maximum de 3 100 000 euros souscrite auprès de la société Financière CCE, et rémunérée au taux égal à l'Euribor moyen du mois précédent majoré de 0,60 %.
- Montant de l'avance à la clôture de l'exercice : 1 890 000 euros.
- Montant des charges financières comptabilisées sur l'exercice : 27 455 euros.

## ANNEXE

### PERSONNES CONCERNÉES PAR LES CONVENTIONS RELEVANT DE L'ARTICLE L. 225-38

(situation arrêtée au 31/12/2012)

	S.A. Installux	S.A.R.L. Financière CCE	S.A. Installux Trading Export	S.A.S. Sofadi-Tiaso	S.A.S. Roche Habitat	S.L. Installux Extrusión Services	S.A.S. France Alu Color
M. CANTY Christian	Président du Conseil d'Administration	Gérant	Représentant S.A. Installux actionnaire			Administrateur unique	
M. CANTY Christophe	Administrateur D.G.D.	Gérant					
M. COSTAILLE Gérard	Administrateur D.G.D.	Gérant					
M <sup>me</sup> CANQUERY Nicole	Administrateur						
M. CROS Olivier	Administrateur				D.G.D.		
M. GIROUD Jean-Luc	Administrateur						D.G.D.
M. CHARRETIER Sylvain	Administrateur			D.G.D.			
S.A.R.L. FINANCIERE C.C.E.	Actionnaire			Présidente	Présidente		Présidente

Fait à Lyon, le 26 avril 2013

**NOVANCES - DECHANT et Associés**  
*Société de Commissaires aux Comptes*  
Membres de la Compagnie Régionale de Lyon  
**Christophe ALEXANDRE, Représentant légal**



**MEUNIER et Associés**  
*devenu PREMIER MONDE*  
*Société de Commissaires aux Comptes*  
Membres de la Compagnie Régionale de Lyon  
**Patrick VELAY, Représentant légal**



# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

## TEXTE DES RÉSOLUTIONS PROPOSÉES AU VOTE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 13 JUIN 2013

### PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels et pris connaissance des documents qui lui sont présentés, approuve les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2012, ainsi que toutes les opérations traduites ou résumées dans ces comptes ou rapports.

### DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration sur l'activité du Groupe, du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés et pris connaissance des documents qui lui sont présentés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012, ainsi que toutes les opérations traduites ou résumées dans ces comptes ou rapports.

### TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale donne quitus de sa gestion au Conseil d'Administration pour l'exercice dont elle vient d'approuver les comptes.

### QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le Bénéfice de l'exercice, qui s'élève à la somme de 5 412 175,10 Euros, de la façon suivante :

- une somme de 2 428 000,00 Euros est distribuée aux actionnaires à titre de dividendes, ci	2 428 000,00 €
- une somme de 2 984 175,10 Euros est virée au compte "Autres Réserves", qui se trouve ainsi porté de 40 826 220,21 Euros à 43 810 395,31 Euros, ci	2 984 175,10 €
<b>TOTAL</b>	<b>5 412 175,10 €</b>

Le dividende mis en distribution, d'un montant de 8 Euros par action, sera éligible, pour les bénéficiaires remplissant les conditions requises, à la réfaction instituée par l'article 158.3.2° du Code Général des Impôts et sera mis en paiement le 26 juin 2013.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte du fait que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices sociaux ont été les suivants :

	Dividende total (hors actions d'auto-contrôle)	Dividende éligible à la réfaction	Dividende non éligible à la réfaction
Exercice clos le 31 décembre 2009	2 428 000 € (8,00 € par action)	2 428 000 €	0 €
Exercice clos le 31 décembre 2010	2 428 000 € (8,00 € par action)	2 428 000 €	0 €
Exercice clos le 31 décembre 2011	2 428 000 € (8,00 € par action)	2 428 000 €	0 €

### CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes établi en application des articles L 225-40 et suivants du Code de Commerce, approuve la convention suivante : "Convention de blocage du compte courant ouvert au nom de la société Installux dans les livres de la société Installux Extrusion Services pour un montant de 200 000 Euros", intervenue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, les actionnaires intéressés ne prenant pas part au vote.

### SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes établi en application des articles L 225-40 et suivants du Code de Commerce, approuve la convention suivante : "Avance de trésorerie souscrite par la Société Installux auprès de la Société Installux Trading Export - montant maximum porté à 600 000 Euros", intervenue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, les actionnaires intéressés ne prenant pas part au vote.

### SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes établi en application des articles L 225-40 et suivants du Code de Commerce, approuve la convention suivante : "Abandon de compte courant avec condition résolutoire d'un montant de 850 000 Euros de la Société Installux au profit de la Société Roche Habitat", intervenue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, les actionnaires intéressés ne prenant pas part au vote.

### HUITIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale alloue à titre de jetons de présence au Conseil d'Administration, au titre de l'exercice écoulé, la somme de 17 500 Euros (net du forfait social).

### NEUVIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale renouvelle les mandats de Commissaires aux Comptes titulaire et suppléant de la Société NOVANCES DECHANT ET ASSOCIES et de Monsieur Laurent GILLES venus à expiration avec la présente Assemblée, pour l'exercice en cours et les cinq prochains exercices sociaux.

Les mandats de la Société NOVANCES DECHANT ET ASSOCIES et de Monsieur Laurent GILLES viendront à expiration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 sauf prorogation ou clôture anticipée d'exercice social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION





Siège social : Chemin du Bois Rond - 69720 Saint-Bonnet-de-Mure - (Lyon-FRANCE)  
Tél. +33 (0)4 72 48 31 31 - Fax +33 (0)4 72 48 31 47 - E mail : [installux@installux.fr](mailto:installux@installux.fr) - Site : [www.installux.fr](http://www.installux.fr)